

Revue trimestrielle du programme européen LEADER II

LEADER

magazine

LEADER magazine [mars-avril-mai 1998] - chaussée St-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Bureau de dépôt Bruxelles X

Hiver 97-98 n° 16

Spécial Colloque LEADER

Vers une nouvelle
Initiative communautaire
de développement rural
800 leaders s'expriment





Pays: Espagne
Action réalisée: CD et cassette
“Concierto para Grullas, Grallas y Grillos”
Coût: 11 540 ECU
UE: 900 ECU
Autres fonds publics: 1 025 ECU
Privé: 9 615 ECU

“Notre programme LEADER est fortement axé sur la valorisation des ressources culturelles et naturelles locales. C’est pourquoi nous avons cofinancé la production d’un disque compact et d’une cassette pour le groupe Lahiez, qui a composé un concerto inspiré par la faune et la flore de la lagune de Gallocanta située dans notre zone. Cette œuvre, qui mélange harmonieusement musique et effets sonores, est également le support d’un diaporama axé sur les oiseaux migrateurs, en particulier la grue commune d’Europe, dont quelque 60 000 individus passent l’automne et l’hiver à Gallocanta. A travers cette production, nous cherchons à promouvoir cet espace naturel d’envergure internationale, tant auprès de la population locale qu’à l’extérieur de la zone.”

Joaquín Lorenzo Alquezar,
responsable LEADER



Pays: France
Action réalisée: formation de guides “PEI”
Coût: 215 000 ECU
UE: 150 500 ECU
Autres fonds publics: 64 500 ECU

“A la Réunion, les touristes ne se contentent plus aujourd’hui de séjours à la plage ou de randonnées en montagne; ils souhaitent aussi pouvoir découvrir le patrimoine culturel, naturel et économique de l’île, à travers le regard de ses habitants. A partir de ce constat et de notre expérience dans la formation et l’animation au service des populations rurales, nous avons mis en place en 1995 et 1996 une formation de guides ‘PEI’ (guides du Patrimoine et de l’Environnement de notre Ile). Les 1 500 heures de formation, qui visaient un public de jeunes ruraux en situation économique fragile, ont permis leur professionnalisation à l’activité de guidage et à la création de circuits de découverte des spécificités des petites régions rurales de la Réunion: mode de vie, histoire ancienne et récente, traditions orales, milieu naturel, économie locale, etc. Sur les 27 stagiaires admis au diplôme, 10 sont déjà en activité et 5 en phase de démarrage.”

Bernadette Robert,
responsable de l’action



Pays: Portugal
Action réalisée: Ecomusée du Papier
Coût: 36 159 ECU
UE: 19 887 ECU
Privé: 16 272 ECU

“Unique au Portugal, le ‘Moulin du Gros Chêne’ est une petite entreprise qui fabrique avec des technologies douces toute une gamme de produits (étuis, trousse, porte-documents, enveloppes, etc.) en papier de coton, de lin et de chanvre. Notre groupe d’action locale appuie la création, juste à côté de l’entreprise, d’un “Ecomusée du Papier” qui explique toutes les étapes et techniques de la production papetière, tout en servant à la promotion du pays de Lafões.”

Rosa Maria Lopes Marques,
responsable LEADER



Pays: Allemagne
Action réalisée: “Semaine de la Finlande”
Coût: 6 000 ECU
UE et autres fonds publics: 3 000 ECU
Privé: 3 000 ECU

“Notre groupe a organisé cette année une ‘Semaine de la Finlande’ en collaboration avec deux GAL finnois, North Satakunta et South-West Finland Riverside. Plus de 3 500 visiteurs ont ainsi pu découvrir une partie de la Finlande rurale, notamment à travers une exposition de produits locaux. En plus de permettre de préciser les modalités d’un projet de coopération germano-finlandais sur le thème du tourisme et des produits locaux, l’événement a aussi été l’occasion de mieux faire connaître LEADER et notre propre action auprès de la population locale.”

Walter Reuter,
coordinateur LEADER

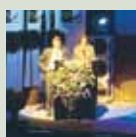


Le développement rural pour la période 2000-2006: le colloque consacre le rôle de LEADER 4



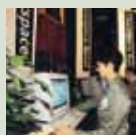
Le colloque a été l'occasion pour le Commissaire Franz Fischler d'annoncer qu'il proposerait une nouvelle Initiative communautaire de développement rural basée sur l'approfondissement des grands principes de LEADER.

272 contributions: un message fort pour le futur du développement rural en Europe 10



La synthèse européenne des contributions écrites reçues peu avant le colloque est porteuse d'un message fort à destination de la Commission et de l'Union européenne en général.

Stands, "Points-Rencontres", "Forums", "Cyberespace rural"... un colloque interactif ... 14



En plus des séances plénières et des ateliers, le Colloque LEADER comportait un grand nombre d'activités mettant en valeur une Europe rurale vivante, entreprenante et conviviale.

Coopération transnationale: la vitesse supérieure 16



Occasion unique de rencontrer en tête-à-tête quelque 800 bénéficiaires LEADER, le colloque a permis de véritablement lancer la dimension coopération transnationale de l'Initiative.

Emploi, qualité de vie, démocratie locale, subsidiarité, innovation, réseaux... La méthode LEADER dans tous ses états 18



Chacun des six ateliers thématiques du colloque a montré que la méthode LEADER, même si elle pouvait parfois "perturber" certaines pratiques institutionnelles, répondait plutôt adéquatement aux grands enjeux du monde rural.

800 LEADERS s'expriment 32



Heino von Meyer a conclu la synthèse des 6 ateliers du colloque par un texte qui a valeur de déclaration.

Pour une nouvelle Initiative communautaire pour le développement du monde rural 36



Discours de clôture de M. Franz Fischler, Membre de la Commission européenne, chargé de l'agriculture et du développement rural.

En quelques mots...

Yves Champetier, *Directeur,*
Observatoire européen LEADER

Ce seizième numéro de LEADER Magazine constitue en quelque sorte les "actes du Colloque LEADER II", événement majeur qui, un an jour pour jour après la Conférence de Cork sur le développement rural, a rassemblé plus de 1 200 personnes, dont environ 800 responsables de groupes d'action locale et autres acteurs collectifs LEADER.

Intitulé "Vers une nouvelle Initiative de développement rural: 800 leaders s'expriment", ce colloque convoqué par le Commissaire Franz Fischler avait trois objectifs: rassembler pour la première fois l'ensemble des bénéficiaires de LEADER II, réfléchir sur une nouvelle Initiative communautaire de développement rural et stimuler les échanges et la coopération transnationale entre territoires ruraux.

Le premier objectif était déjà atteint bien avant l'ouverture du colloque puisque la plupart des bénéficiaires actuels de LEADER II, dont beaucoup de nouveaux GAL, avaient répondu présents à l'appel dès l'annonce de la rencontre.

En matière de coopération transnationale et pour reprendre le titre d'un article de ce numéro, le colloque a réellement permis de "passer à la vitesse supérieure": concrètement, l'"Espace Coopération", qui tout au long de ces trois jours permettait aux bénéficiaires LEADER d'identifier et rencontrer en tête-à-tête des partenaires potentiels, pourrait d'ores et déjà déboucher sur plus de 100 projets de coopération. Cette nouvelle dimension de LEADER est donc désormais bien engagée.

La réflexion sur la nouvelle Initiative communautaire a, quant à elle, suscité des débats passionnants, dont les points essentiels ont été largement pris en compte par le Commissaire Fischler dans son discours de clôture du colloque: la future Initiative, qui pourrait être étendue à toutes les zones rurales de l'Union, devrait renforcer et approfondir les principes de ce "laboratoire d'innovations rurales" qu'est LEADER, tout en bénéficiant de modalités de mise en œuvre simplifiées.

Ce colloque est donc un grand succès et je profite de ces "quelques mots" pour remercier tous les participants et intervenants qui ont contribué à la réussite de l'entreprise. Comme l'a fait le Commissaire Fischler, je voudrais tout particulièrement remercier ces quelque 300 "LEADERS", groupes d'action locale, administrations et associations de GAL, qui, préalablement au colloque, nous ont fait parvenir leur réflexion sur LEADER et leurs propositions pour le futur.

Au-delà de ce succès cependant, ce colloque doit surtout marquer une nouvelle étape qui permettra une mobilisation accrue des divers partenaires de l'Initiative – depuis le niveau local jusqu'au réseau européen –, un approfondissement du travail engagé depuis sept ans maintenant, la généralisation de cette approche à tous les territoires de l'Union et, progressivement, aux pays concernés par l'élargissement.

Ce colloque est enfin un encouragement pour tous ceux qui sur le terrain, dans des conditions souvent difficiles, innoveront en créant de nouveaux emplois, de nouvelles activités, inventant un nouveau futur pour l'Europe rurale. <

Le développement pour la période Le colloque consacre le r

Au-delà des nombreux échanges et amorces de coopération qu'il a permis, le colloque de Bruxelles a véritablement consacré le rôle joué par LEADER dans le développement de l'Europe rurale. Initiateur de la rencontre, le Commissaire Franz Fischler a annoncé qu'il proposerait pour la programmation 2000-2006 une nouvelle Initiative communautaire de développement rural basée sur l'approfondissement des grands principes de LEADER.



M. Franz Fischler,
Commissaire européen
chargé de l'Agriculture et
du Développement rural

nt rural de 2000-2006 rôle de LEADER

“Ce colloque constitue pour moi une preuve indiscutable que l’Initiative communautaire LEADER est capable de mobiliser le monde rural.” C’est sur ces mots que le Commissaire Franz Fischler a introduit les débats de la première séance plénière du colloque de Bruxelles devant plus de 1 200 “développeurs ruraux” en provenance de 27 pays.

Cette mobilisation était déjà évidente la veille, dimanche 9 novembre, puisque plus de 1 000 personnes avaient participé aux “Points-Rencontres”, “Forums”, “Espace Coopération, Exposition, etc. organisés au cours de cette journée-prémices, histoire de “briser la glace” et de découvrir de façon conviviale le contexte et les projets des quelque 800 responsables LEADER présents (voir l’article “Un colloque interactif”).

Mais c’est le lundi 10 novembre, que les débats de fond sur la future Initiative communautaire ont commencé. Après le rappel des objectifs de la rencontre (rassembler pour la première fois tous les bénéficiaires LEADER, stimuler la coopération transnationale entre zones rurales et réfléchir sur la future Initiative communautaire de développement rural) par le Président du colloque, José Manuel Silva Rodriguez, Directeur général adjoint de la DG VI, le Commissaire Fischler a introduit les débats en rappelant d’abord le succès de LEADER I et les dimensions plus ambitieuses de LEADER II (821 bénéficiaires recensés en novembre 1997): “avec de nouvelles dimensions, LEADER II constitue une avancée. L’Initiative communautaire a évolué d’un concept de projet vers un concept de programme. LEADER a grandi; de ce fait, les rapports se sont également modifiés.” Le Commissaire n’a cependant pas manqué d’évoquer les difficultés de démarrage de l’Initiative: “une procédure plus formalisée a des avantages, mais elle peut également entraîner un travail de gestion plus important ainsi que des retards. Nous sommes bien conscients de ces difficultés et nous devrions tous faire de notre mieux pour en tirer les leçons pour l’avenir. Je pense que nous pouvons dire aujourd’hui après quelques problèmes de démar-

rage que le moteur tourne.”

S’appuyant notamment sur le Rapport de la cohésion de 1996, le Commissaire a ensuite rappelé l’état persistant de fragilité économique de la plupart des zones rurales (déclin démographique, chômage plus élevé, PIB et revenu par habitant inférieurs de 8 à 30% par rapport aux moyennes nationales), même celles situées au sein de régions plus dynamiques. D’où l’affirmation qu’*“aucun territoire rural ne doit être privé de ses chances de développement. Si nous voulons faire de l’espace rural un modèle social, il faut en activer de façon conséquente toutes les fonctions économiques et sociales.”*

Franz Fischler a ensuite resitué le colloque dans le contexte de l’Agenda 2000 (voir encadré p.8): “La Commission a présenté dans l’Agenda 2000 ses propositions pour l’avenir en Europe. Elle y expose la stratégie à suivre pour l’élargissement et elle indique comment approfondir les politiques communautaires actuelles pour renforcer le caractère global de l’Union. Les éléments essentiels de cet approfondissement concernent l’utilisation future des Fonds structurels et les orientations pour une nouvelle réforme de la politique agricole et de la politique du développement rural. Il est également indispensable de réformer les Initiatives communautaires. La Commission propose qu’à partir de l’an 2000, ces Initiatives, qui sont actuellement au nombre de treize, soient réduites à trois. [...] L’une des trois Initiatives qui seront maintenues doit être axée sur le développement des zones rurales. A l’avenir, ces trois Initiatives disposeront de 5% des moyens disponibles dans le cadre des Fonds structurels.” Cette première intervention du Commissaire fut suivie de la présentation, par Yves Champetier et Gilda Farrell (Observatoire européen LEADER), de la synthèse européenne des contributions écrites à la définition de la future Initiative communautaire (voir article correspondant). Cette synthèse a ensuite donné lieu à un dialogue entre le Commissaire Fischler et six responsables de groupes LEADER (voir encadré p.12).

De LEADER I à LEADER II

La deuxième partie de cette première séance plénière était consacrée au bilan de LEADER. C'est Laurent Van Depoele, Directeur du Développement rural à la DG VI, qui a présenté une "photographie de la mise en œuvre de LEADER" en se basant notamment sur les premiers résultats de l'évaluation a posteriori de LEADER I réalisée par un groupe d'experts indépendants et dont le rapport final sera publié prochainement. On constate que LEADER I est une "success story" malgré le fait que parmi les 217 programmes, beaucoup ont débouché sur des actions insuffisamment diversifiées (*"de nombreux GAL ont surdéterminé le tourisme et sous-estimé l'appui aux petites entreprises"*).

LEADER I a révélé une forte participation des femmes dans le processus de développement rural, une présence très importante des associations (*"1/3 des groupes LEADER I avaient un statut associatif"*), la concrétisation de l'approche "ascendante" du développement, la constitution de partenariats locaux élargis et de nombreux réseaux ruraux. En termes d'emploi, on estime à environ 30 000 le nombre de postes de travail créés ou consolidés par LEADER I, dont 1 500 au sein des groupes d'action locale.

Après la présentation de l'Observatoire européen et des activités du Réseau LEADER par Yves Champetier, John Bryden, professeur de développement rural à l'université d'Aberdeen et responsable du groupe thématique "Prospective" de l'Observatoire européen LEADER, a résumé les principaux enjeux auxquels était confrontée

l'Europe rurale, insistant particulièrement sur la nécessité d'adapter les instruments d'appui au développement rural, de façon à: assurer la transition entre une politique agricole de marché et une politique de développement rural; traduire sur le terrain le concept de développement durable dans ses dimensions économiques et sociales et pas seulement environnementales; développer une "perspective rurale" à long terme; articuler de nouvelles formes d'intervention en faveur des zones rurales; définir les nouveaux rôles respectifs de l'Union, des Etats membres, des Régions et des autorités locales; trouver des réponses souples et adaptées aux différents contextes dans une Union élargie; tirer, enfin, les leçons de LEADER pour chacun de ces enjeux.

Michael Mernagh, du GAL Wexford (Irlande), a confronté ces perspectives aux attentes de l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD) nouvellement créée: développer une nouvelle optique et un nouveau modèle de société rurale européenne émanant de la base; développer et consolider la dimension programme de LEADER (LEADER n'est pas seulement une source de financement); promouvoir l'approche intégrée du développement rural; renforcer la mise en réseau des GAL; promouvoir une plus grande flexibilité au sein de LEADER pour favoriser des actions plus innovantes et plus intégrées au niveau local.

Cette première séance plénière s'est terminée sur une période de questions avec la salle, questions qui ont principalement porté sur les moyens de réduire la bureaucratie, d'assurer une réelle autonomie aux GAL et de mieux prendre en compte la dimension environne-



mentale des actions menées, ainsi que sur l'impact possible de l'Agenda 2000 sur le développement rural et sur LEADER: réduction du nombre des Objectifs structurels et des zones concernées, sources et ampleur des financements, éligibilité de LEADER à toutes les zones rurales ou aux seules zones des futurs Objectifs 1 et 2.

De LEADER II à LEADER III

Après la synthèse des ateliers effectuée par Heino von Meyer (voir article correspondant), Guy Legras, Directeur général de la DG VI, a reconnu que LEADER était *"l'une des trop rares politiques européennes qui donne une image positive de l'Europe au niveau local."*

Ce constat a été confirmé implicitement ou explicitement dans les 6 témoignages qui ont suivi:

Giuliano Vecchi, du GAL Antico Frignano (Italie), a particulièrement souligné l'apport des coopératives à l'économie et au développement des zones rurales, notamment en termes de mise à disposition de savoir-faire touchant la technologie, l'organisation collective des producteurs et la commercialisation des produits.

S'appuyant sur trois exemples de projets de développement liés à l'environnement, Leopold Sjöström, du GAL Inlandslaget (Suède), a insisté sur le nécessaire rapprochement entre les populations locales et les institutions concernées par les projets, enjeu crucial dans cette zone de Laponie comptant moins d'un habitant au km²: *"il faut renforcer les liens entre les autorités responsables de la protection de l'environnement qui sont parfois loin du terrain et les populations locales qui sont conscientes qu'il faut protéger la nature mais se sentent exclues de la prise de décision et pensent que leurs besoins ne sont pas pris en compte."*

Brigitte Buhse, du GAL Knüllgebiet (Allemagne), a mis l'accent sur les rapports entre démocratie électorale et démocratie participative: les partenariats doivent comprendre des élus, certes, mais aussi et surtout des représentants des "forces vives" du territoire.

Eric Andrieu, du GAL Pays Cathare (France), a plaidé pour la redécouverte de l'identité des territoires et pour une "innovation dans les procédures" permettant à cette identité de se traduire en projets de développement.

Mateo Andres Huesa a montré comment le GAL Maestrazgo intervenant dans une zone très désertifiée d'Espagne réussissait à mobiliser la population sur des projets collectifs dans différents secteurs, notamment la valorisation du patrimoine et le tourisme culturel. Filipa Ramos, du GAL Pinhal Interior Sul (Portugal), a expliqué enfin comment LEADER avait permis de dynamiser les entreprises forestières et artisanales de la zone en fournissant une aide technique à l'élaboration et au design de nouveaux produits, mais aussi de créer dans la zone une dynamique de coopération internationale: *"toute coopération entraîne une ouverture et toute ouverture apporte une plus-value; c'est ce que nous constatons localement en coopérant avec le GAL Sierra Morena Cordobesa en Espagne et aussi avec la région de Rzeszow en Pologne."*

Après ces témoignages, le Commissaire Fischler a clôturé le colloque (voir le texte intégral de son discours p. 36), en précisant les points qu'il comptait discuter avec ses collègues de la Commission européenne et du Conseil:

- > il est nécessaire de lancer une nouvelle Initiative communautaire pour le développement rural;



■ Témoignage du groupe LEADER Antico Frignano (Italie)

- > celle-ci devrait reprendre et poursuivre les éléments essentiels de LEADER (partenariats locaux, approche ascendante, accent mis sur l'innovation, etc.), conserver son caractère expérimental ("laboratoire"), ouvrir son réseau européen aux groupes locaux des pays candidats à l'entrée dans de l'Union et faciliter la coopération transnationale entre zones rurales;
- > bénéficiant de procédures plus simples et plus transparentes, la mise en œuvre de cette Initiative obéira au principe de la subsidiarité entre tous les niveaux de responsabilité concernés. Le Commissaire encourage également la généralisation du système d'avance aux GAL (*"l'Initiative communautaire pourrait être un bon test pour cette innovation organisationnelle"*);
- > toutes les zones rurales de l'Union devraient profiter de l'approche LEADER;
- > la nouvelle Initiative communautaire devrait garder un caractère de "laboratoire", afin de donner partout *"la possibilité de tester des idées nouvelles, d'échanger des expériences"*;
- > certains principes de LEADER doivent être approfondis: le choix des groupes éligibles doit être conditionné à des critères stricts pour qu'on puisse garantir une base financière suffisante aux projets sélectionnés; le thème de l'emploi doit être une préoccupation plus importante, de même que l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement. <

Un colloque, un contexte

Agenda 2000, des perspectives nouvelles



Le 16 juillet 1997, le Président de la Commission européenne Jacques Santer a présenté aux parlementaires européens la Communication "Agenda 2000" qui aborde trois thèmes majeurs: le renforcement des politiques de l'Union, le futur élargissement, ainsi que le nouveau cadre financier pour la période 2000-2006. Ces propositions, qui ont souvent servi de cadre de référence aux débats du colloque LEADER de novembre, auront un impact important sur la future politique européenne de développement rural.

La Communication de la Commission "Agenda 2000" ouvre de nouvelles perspectives pour la politique européenne de développement rural, principalement autour de trois thèmes: la réaffirmation de la priorité politique de la cohésion économique et sociale, l'approfondissement de la réforme de la Politique agricole commune amorcée en 1992 et l'élargissement de l'Union.

Poursuivre l'effort de cohésion:

3 Objectifs, 3 Initiatives communautaires

L'effort en matière de cohésion économique et sociale est maintenu en terme financier: la solidarité financière demeure à son niveau actuel de 0,46% du PNB de l'Union, ce qui correspond pour la période 2000-2006 à une dotation de 275 milliards d'ECU, soit un montant de 210 milliards d'ECU destinés aux Fonds structurels proprement dits pour leur intervention dans les 15 Etats membres. Une plus grande efficacité des actions structurelles communautaires est également recherchée.

Il est proposé de réduire à trois le nombre d'Objectifs, en donnant une forte priorité à l'Objectif 1:

- > seront éligibles à l'Objectif 1 les régions qui connaissent les difficultés les plus graves en matière d'emploi, de système productif et d'infrastructures et dont le PIB/habitant est inférieur à 75% de la moyenne communautaire. Environ deux tiers des Fonds structurels seraient destinés à cet Objectif. Des modalités particulières sont envisagées pour les actuelles régions de l'Objectif 1 dont le PIB/hab. dépasse 75% de la moyenne de l'Union européenne. Les régions ultra-périphériques seront assimilées de façon spécifique à l'Objectif 1. Par ailleurs, les régions septentrionales à faible densité de population, actuellement éligibles à l'Objectif 6, bénéficieront d'arrangements particuliers;
- > un nouvel Objectif 2, consacré à la reconversion économique et sociale, regroupera l'action en faveur des autres régions en proie à des difficultés structurelles. Il s'agit de zones en mutation économique, de zones rurales en déclin, de zones en crise dépendantes de la pêche ou encore de quartiers urbains en difficulté. Le pourcentage de la population des régions de l'Europe des Quinze éligibles aux Objectifs 1 et 2 devrait être ramené de 51% à un chiffre se situant entre 35% et 40%;
- > un nouvel Objectif 3 sera créé pour couvrir les régions en dehors des Objectifs 1 et 2, afin d'aider les Etats membres à adapter leurs systèmes d'éducation, de formation et d'emploi.

La Commission propose également de réduire le nombre d'Initiatives communautaires aux trois domaines où la valeur ajoutée communautaire paraît la plus évidente:

- > la coopération transfrontalière, transnationale et inter-régionale, visant à stimuler un aménagement du territoire harmonieux et équilibré;
- > les ressources humaines dans un contexte d'égalité des chances;
- > le développement rural.

5% des ressources des Fonds structurels seraient alloués aux Initiatives communautaires.

La Commission propose que le Fonds de cohésion soit maintenu dans sa forme actuelle; les Etats membres dont le PNB par tête est inférieur à 90% de la moyenne communautaire et qui ont adhéré à la 3ème phase de l'Union économique et monétaire restent éligibles au concours du Fonds. Ce Fonds, qui devra être doté annuellement d'environ 3 milliards d'ECU, continuera à être destiné à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructures de transports.

pour le développement rural en Europe

Une politique rurale
pour toutes les régions d'Europe

En matière agricole, la Commission propose d'approfondir et d'étendre la réforme de 1992, en substituant davantage des aides directes aux mesures de soutien de prix et en accompagnant ce processus d'une politique rurale cohérente. Les réformes seront engagées ou poursuivies dans la plupart des organisations européennes de marché (grandes cultures, viande bovine, lait, huile d'olive et vin) dans un souci de renforcer la compétitivité de l'agriculture communautaire, le respect et la protection de l'environnement ainsi que la sécurité du consommateur.

C'est une politique rurale renforcée et renouvelée que la Commission propose, avec une importance accrue accordée aux instruments agro-environnementaux destinée à contribuer au développement durable des zones rurales:

- > les mesures d'accompagnement actuellement financées par le FEOGA-section Garantie, complétées par le régime des régions défavorisées, seront appliquées horizontalement et mises en œuvre de manière décentralisée;
- > l'approche actuelle des programmes de développement intégré sera maintenue dans les régions éligibles au titre de l'Objectif 1;
- > dans les zones rurales éligibles au nouvel Objectif 2, les mesures (ex-Objectifs 5a et 5b) seront financées par le FEOGA- section Garantie en tant que mesures d'accompagnement. Ces mesures interviendront, à côté de celles financées par le FEDER, le FSE, et éventuellement l'IFOP dans le même programme, au niveau de la région éligible à l'Objectif 2;
- > dans toutes les zones rurales ne relevant pas des nouveaux Objectifs 1 et 2, des mesures de développement rural, destinées à accompagner les politiques de marché et à les compléter, seront cofinancées par le FEOGA-section Garantie. Elles engloberont tous les types de mesures de soutien à l'adaptation structurelle et du développement rural actuellement cofinancées par le FEOGA-section Orientation. Elles s'appliqueront horizontalement et seront mises en œuvre de manière décentralisée à l'échelon approprié en fonction des Etats membres.

L'élargissement

Enfin, pour ce qui concerne l'élargissement, la Commission recommande au Conseil d'engager des négociations d'adhésion avec Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie. Leur conclusion s'échelonnera en fonction de l'accomplissement des efforts supplémentaires demandés à chacun de ces pays candidats dans les avis respectifs. Sur les 275 milliards d'ECU (à prix 1997) prévus pour les Fonds structurels et le Fonds de cohésion, la Commission européenne propose d'allouer 45 milliards d'ECU aux nouveaux Etats membres. Une aide de pré-adhésion, à prélever sur cette enveloppe, serait mise en place dès l'année 2000 pour un montant constant d'un milliard d'ECU par an. Il est bien évident que la problématique rurale sera pour tous ces pays une dimension importante de l'intervention communautaire.

<



272 contributions: u pour le futur du déve

La synthèse européenne des 272 contributions écrites, reçues peu avant le colloque par l'Observatoire européen LEADER, est porteuse d'un message fort à destination de la Commission et de l'Union européenne en général.



Yves Champetier et Gilda Farrell (Observatoire européen LEADER) présentant la synthèse des contributions au colloque

Dans le cadre de la préparation du colloque, le Commissaire Fischler avait demandé aux groupes d'action locale et autres acteurs collectifs LEADER ainsi qu'aux administrations nationales et régionales responsables de la mise en œuvre de LEADER II de contribuer à la réflexion sur la future Initiative communautaire de développement rural en répondant aux trois questions suivantes:

- > *quels sont, sur la base de votre expérience concrète de terrain, les principaux apports de LEADER, d'une part pour votre zone d'intervention et, d'autre part, pour les politiques d'appui au développement rural?*
- > *quelles ont été les principales difficultés rencontrées, tant dans la mise en œuvre au niveau local que sur les aspects institutionnels et administratifs?*
- > *quels enseignements tirez-vous de cette expérience et quelles sont vos propositions pour le futur?*

Fin octobre, l'Observatoire européen LEADER avait reçu 272 réponses, représentant 244 groupes d'action locale (GAL) et autres acteurs collectifs, soit plus de 30% des bénéficiaires LEADER II. A ce total, s'ajoutaient 24 contributions en provenance d'administrations publiques directement concernées par l'Initiative ainsi que d'associations nationales ou régionales de groupes LEADER. L'Observatoire européen LEADER a réalisé une synthèse européenne de ces contributions, qui a été présentée puis distribuée au cours du colloque [*].

Si les réponses ont pu être légèrement différentes d'un pays à l'autre selon le contexte et les types de problèmes spécifiques du pays, on n'a pas constaté de contradictions importantes entre les pays et entre les réponses. La cohérence d'ensemble a même été surprenante, de sorte que la compilation des réponses en provenance des 15 Etats membres a permis de dégager une contribution synthétique d'une grande richesse, porteuse d'un message fort pour l'avenir du développement rural en Europe.

Un programme pionnier décentralisé

4 apports de LEADER ont été jugés essentiels par la quasi unanimité des contributions et dans tous les pays:

- > l'approche décentralisée, intégrée et "ascendante" ("bottom-up");
- > la mobilisation des populations;
- > la fédération des acteurs locaux au niveau d'un territoire;
- > la possibilité de concrétiser des idées latentes qui ne s'étaient jamais présentée avant LEADER ("LEADER a permis de réaliser ce que beaucoup d'acteurs locaux souhaitaient mais n'avaient pas les moyens de faire", affirme le GAL italien Maiella Verde).

On peut cependant relever quelques caractéristiques fortes selon les pays:

- > partout en Espagne, l'accent est mis sur les changements de mentalité qu'a permis LEADER;
- > en France, la plupart des contributions insistaient sur le fait que LEADER avait permis de fédérer les acteurs locaux autour d'un territoire donné ("En confortant leurs expériences, leurs moyens d'action et leurs champs d'activité, les participants ont pu se reconnaître 'différents' et non plus 'concurrents', et entrevoir des complémentarités

un message fort développement rural en Europe

- possibles*”, constate le GAL français Espace Cévennes);
- > en Suède, l’ouverture à d’autres territoires ruraux, le transfert d’expériences et, dans une moindre mesure, les nouvelles formes de démocratie qu’ont permis le partenariat local ont été invoqués par la majorité des groupes (*“LEADER est un exercice de coopération, de partenariat et de démocratie. Or la démocratie n’est garantie que si elle est énergiquement soutenue et mise en pratique au quotidien”*, fait remarquer le GAL suédois Stad och Land-Hand i Hand).

Globalement, il se dégage des contributions que, par l’approche intégrée et ascendante qu’elle a introduite, l’Initiative LEADER s’est non seulement avérée être une voie particulièrement adéquate pour contribuer à la revitalisation sociale et économique des zones rurales mais a également permis l’émergence de réponses à des problèmes de fond qui concernent la construction européenne dans son ensemble.

La méthode LEADER permet notamment de:

- > créer des liens, développer la participation citoyenne et enrichir la démocratie participative, notamment grâce à la constitution de groupes d’action locale;
- > trouver souvent un équilibre entre l’autonomie d’action et la nécessaire rigueur de gestion, sans que celle-ci ne bride les initiatives locales;
- > mieux adapter les fonctions des différents échelons (local, régional, national, européen);
- > conjuguer diversité (des cultures, des initiatives, etc.) et cohésion d’ensemble (références communes, mise en place d’un réseau dynamique d’échange d’expériences);
- > bousculer les schémas traditionnels en matière de développement, entre autres en démontrant le rôle essentiel de l’investissement immatériel;
- > grâce à cette démarche partenariale et territoriale, lutter contre le chômage dans une perspective à long terme.

Complexité

Par le changement radical qu’elle introduit dans les rapports entre secteur public et secteur privé, entre niveau local et niveaux supérieurs, la démarche LEADER est cependant confrontée à un contexte institutionnel, administratif, financier et législatif souvent mal préparé à ce type d’approche.

Au niveau local, les difficultés signalées peuvent être liées aux caractéristiques des zones rurales (mentalité inadaptées et niveau insuffisant de préparation des acteurs locaux, rôle parfois négatif des institutions locales, manque de moyens des bénéficiaires, insuffisances structurelles du territoire – densité de population très faible, absence de jeunes, manque d’infrastructures

de base).

Certaines des difficultés évoquées étaient liées aux caractéristiques du programme LEADER lui-même: moyens financiers insuffisants, manque d’expertise technique, statut juridico-légal particulier des groupes d’action locale, difficulté à bien saisir le concept d’innovation.

D’autres semblaient liées à l’encadrement institutionnel local du programme LEADER: problème de coordination avec d’autres programmes quelquefois perçus comme “concurrentiels”; dans certains pays, problèmes de cohérence entre les interventions “immatérielles”, gérées par les GAL, et les interventions matérielles gérées par les autres institutions locales ou régionales, réticences des structures locales

Si l’approche LEADER a réussi à convaincre de nombreux partenaires institutionnels et a “essaimé” dans d’autres programmes et politiques de développement à divers niveaux, elle s’est néanmoins heurtée, dans certains pays, à des incompréhensions et à des difficultés institutionnelles et/ou administratives qui ont pu affaiblir son impact.

Les contributions identifient des difficultés dues à la contradiction entre l’approche décentralisée et multisectorielle introduite par LEADER et les approches préexistantes, la plupart “descendantes” et sectorielles: *“Les administrations structurées de façon monosectorielle ne se laissent impliquer dans des projets intégrés et multisectoriels qu’après bien des efforts”*, constate le GAL Vogelsberg (Allemagne).

On note un décalage entre les logiques administratives nationales et/ou régionales et la dynamique locale, décalage parfois accentué par le découpage administratif des territoires qui ne correspond pas aux limites des zones LEADER. Plusieurs ont constaté une inadaptation des législations et procédures nationales et européennes. La bureaucratie et les lourdeurs administratives ont été la principale difficulté de LEADER II. On déplore dans tous les pays un empilement des échelons, une trop grande complexité (attribuée au niveau européen à la coexistence des trois Fonds structurels), un manque de souplesse et de clarté.

6 LEADERs dialoguent avec le Commissaire Fischler

Autonomie des GAL, transfert des principes de LEADER à d'autres programmes, financement de la future Initiative communautaire, etc. La séance plénière du lundi 10 novembre a été l'occasion pour six responsables de groupes LEADER de dialoguer avec le Commissaire Fischler sur ces différents points. Extraits.

A propos de l'autonomie des GAL et des responsabilités des partenariats locaux (question de Carmel Fox, GAL Ballyhoura, Irlande):

Franz Fischler: "Le partenariat est à mon sens un élément fondamental de LEADER et de la future Initiative communautaire de développement rural (...). Les projets doivent être élaborés localement et pas ailleurs (...). Le principe du partenariat doit non seulement être maintenu mais aussi être renforcé."

A propos des dispositifs d'appui à la diversification (question de Malaquías Jiménez, GAL La Manchuela, Castille-La Manche, Espagne):

F.F.: "La mise en œuvre des grands principes de LEADER – partenariat, autonomie des GAL, implication des populations locales – dépend d'un modèle de gestion qui peut être nourri par des expériences extérieures mais doit être adapté au contexte politico-administratif de chaque région (...). LEADER est une sorte de laboratoire qui doit aussi innover dans ce domaine (...). Il s'agit pour ce laboratoire de mettre au point des formules de gestion nouvelles."

A propos de l'ampleur de l'appui financier aux GAL (question de Sharon O'Hara, Developing Rural Enterprise, Irlande du Nord, Royaume-Uni):

F.F.: "L'Agenda 2000 prévoit une concentration géographique des Fonds structurels ainsi que certaines orientations thématiques (les trois Initiatives communautaires) (...). En ce qui concerne LEADER, je crois qu'il faut veiller à ce que les programmes locaux aient une certaine taille, de façon à atteindre la masse critique nécessaire à leur succès (...). Il faut conserver le caractère expérimental de LEADER (...). Il faut être conscient que LEADER préfigure

des principes qui pourraient être mis en œuvre dans le cadre de politiques de développement plus larges (...). Pour parodier l'expression 'small is beautiful', je dirais que 'small is beautiful but it should also be powerful' (petit, c'est très bien mais à condition aussi d'être fort)."

A propos du transfert des principes de LEADER à d'autres programmes communautaires (question de Georges Amanatidis, GAL Kozani, Macédoine occidentale, Grèce):

F.F.: "On ne peut jamais transférer intégralement et automatiquement un modèle (...). LEADER doit être un 'super-marché d'idées, d'expériences, de modèles, de procédures', où les administrations nationales et régionales devraient souvent aller faire leurs courses' (...). Il importe que les responsables administratifs et gouvernementaux sachent ce qui se passe dans leur propre laboratoire (...). Les expériences LEADER ne doivent pas être confinées au cercle des gens directement concernés mais être aussi connues du grand public et faire l'objet d'un large débat (...). Je suis convaincu que l'on pourrait appliquer certains éléments (de l'expérience LEADER) dans d'autres domaines de politique pour la période 2000-2006."

A propos de la possibilité pour le FEOGA-Garantie de financer des investissements dans tous les secteurs de l'économie rurale, en dehors des domaines touchant directement l'agriculture, l'agro-environnemental et l'agro-alimentaire (question de Pierre Desrozier, GAL Millevaches, Limousin, France):

F.F.: "Les organisations agricoles craignent qu'il n'y ait plus assez de ressources financières pour l'agriculture si on affecte le FEOGA-Garantie au développement rural (...) mais je vous assure qu'il n'y a pas de problème de financement (...). Le maintien du mode de calcul de la ligne directrice agricole permettra de financer de nouvelles mesures de développement rural pour un total de 1,9 à 2 milliards d'ECU par an sur la période (...). Tout le monde s'accorde pour dire que la politique agricole doit s'accompagner d'une politique de développement rural (...). Il faut donc bien qu'on se donne les moyens de cette politique."

A propos de la future politique de développement rural et de l'accessibilité de LEADER à toutes les zones rurales de l'Union (question de Helmut Pinggera, GAL Vinschgau/Val Venosta, Trentin-Haut Adige, Italie):

F.F.: "Pour des raisons de simplification et d'allocation efficace des ressources, nous voudrions à l'avenir, pour chaque région de l'Union, un seul 'Programme pour le développement rural' en lieu et place des multiples programmes actuels qui touchent l'agriculture et le développement rural (...). Ce Programme devrait être élaboré par les régions elles-mêmes, chacune d'elles ayant un seul interlocuteur au niveau européen (...). L'autre question qui se pose, c'est à quelles zones sera accessible LEADER? Seulement aux zones des nouveaux Objectifs 1 et 2, ou au contraire toutes les zones rurales? Au risque de paraître impoli, je vous laisse le soin d'en débattre au cours de ce colloque (...). Il faut d'ici demain évaluer les avantages et les inconvénients d'un éventuel élargissement de LEADER."

De gauche à droite: Sharon O'Hara, Peter Zimmer, Franz Fischler, Jose Manuel Silva, Georges Amanatidis, Pierre Desrozier et Helmut Pinggera



Souvent, les administrations ont du mal à admettre l'approche LEADER. Il existe de grandes différences d'interprétation des règles et des méthodes entre les régions du fait que les responsables intermédiaires sont mal informés sur les procédures.

En matière de règles financières, on regrette l'absence d'avance, des critères d'admissibilité des dépenses trop restrictifs, des difficultés à faire reconnaître le travail bénévole comme une contrepartie.

Toutes ces difficultés ont provoqué d'importants contretemps et une perte d'efficacité dans la mise en œuvre de l'Initiative. Beaucoup d'animateurs estiment passer trop de temps à gérer les procédures administratives et les relations avec les niveaux supérieurs au détriment du travail de terrain.

Généraliser, simplifier, approfondir

Presque toutes les propositions vont dans le sens d'un renforcement des principes de LEADER (approche ascendante et intégrée, constitution d'un partenariat local, octroi d'une subvention globale gérée localement, importance des investissements immatériels, transfert de méthodologies, etc.) et d'un élargissement de ces principes à d'autres programmes ou à d'autres niveaux. On observe là aussi une grande cohérence et une grande complémentarité entre toutes les propositions reçues, de sorte que la synthèse des contributions au niveau européen permet de tracer de manière assez précise les attentes concernant une future Initiative communautaire de développement rural.

Pour toutes les contributions, il est essentiel que l'approche LEADER soit affirmée, confirmée et affinée.

- > Affirmée: la démarche LEADER doit être poursuivie, qu'il s'agisse d'un "LEADER III" ou d'une Initiative équivalente en termes d'approche ascendante et intégrée. Des principes comme le partenariat local, l'autonomie des GAL et le financement global du plan d'action territorial font l'objet d'un consensus très large. "Si LEADER se terminait une fois pour toutes en 1999, on casserait une dynamique bien amorcée et les populations locales se sentiraient trahies", affirme le GAL Oulujärvi (Finlande).
- > Confirmée: pour pouvoir véritablement porter ses fruits, l'approche ascendante et intégrée introduite par LEADER devrait également se mettre en œuvre en cohérence avec les niveaux supérieurs. Certaines contributions d'administrations régionales suggèrent ainsi que les Objectifs 1, 5b et 6 actuels ou le futur Objectif 2 comprennent un volet "développement local", qui repren-

Carmel Fox et Malaquias Jiménez



Gros plan sur les "LEADERS"

drait l'esprit et les dispositions de LEADER afin d'assurer une réelle cohérence et complémentarité entre LEADER et les autres programmes d'Objectifs. Un grand nombre de contributions souhaitent qu'on:

- réduise le nombre d'échelons intermédiaires au minimum nécessaire, notamment en ce qui concerne les fonctions de gestion. A ce titre, beaucoup de groupes LEADER souhaitent le renforcement de la présence de la Commission européenne dans la conduite de l'Initiative;
 - repense les procédures en fonction de 3 principes-clés: simplification, flexibilité et transparence ("Il faut réduire la participation des organismes intermédiaires dans la phase de gestion mais pas dans celle de négociation et d'évaluation des programmes", suggère l'Association des groupes LEADER espagnols);
 - redéfinisse certains principes juridiques européens, inadaptés aux besoins du développement rural intégré, notamment dans les zones d'Objectif 1.
- > Affinée: tirant certains enseignements de LEADER I et II, de nombreuses améliorations sont suggérées:
- repenser les délais, afin de pouvoir consacrer plus de temps à la préparation des programmes;
 - éviter les ruptures temporelles entre LEADER II et la nouvelle Initiative;
 - allonger la durée totale du programme;
 - différencier les moyens suivant le niveau d'avancement des zones et en permettant aux territoires choisis de réaliser des programmes exemplaires, dotés de moyens suffisants;
 - affiner le rôle primordial donné à l'investissement immatériel, en formant mieux les personnes impliquées dans l'encadrement local ainsi que les acteurs locaux, et en développant la coopération entre les territoires et les réseaux de développement. "LEADER a un plus grand rôle à jouer en influençant directement les futures stratégies. C'est à la fois un facilitateur et un impulsor", affirme le GAL Antur Teifi (Pays de Galles, Royaume-Uni). <

[*] Disponible en français et en anglais auprès de l'Observatoire européen LEADER.

Stands, “Points-Rencontres”, “Forums”, “C... ...un colloque inter a

En plus des séances plénières et des ateliers, le Colloque LEADER comportait un grand nombre d’activités mettant en valeur une Europe rurale vivante, entreprenante et conviviale.



■ Le “chef” du stand LEADER italien

Encore nombreux en ce long week-end de novembre, les touristes qui se hâtaient vers la Grand-Place de Bruxelles en empruntant les jardins du Palais des Congrès sur lequel flottait une laconique banderole “LEADER”, ne se doutaient certainement pas que les sous-sols de l’immense et austère édifice s’étaient transformés en une véritable “caverne d’Ali Baba”. Pour parodier une autre attraction touristique de la capitale belge, le Palais des Congrès a été le temps d’un colloque une sorte de “Mini-Europe rurale”, chacun des quinze pays de l’Union ayant installé pour la circonstance un stand regorgeant de produits locaux en provenance de ses “terroirs LEADER”.

Déambuler dans les couloirs de l’exposition, revenait un peu à voyager à travers l’Europe rurale. Et le voyage était même plutôt amusant puisque, promotion oblige, chaque stand tendait à grossir les caractéristiques, pour ne pas dire l’image stéréotypée du pays représenté: ainsi, le stand de l’Italie conjugait astucieusement produits gastronomiques et brochures socio-économiques, le stand de la Grèce avait quelque-chose du bazar oriental, celui du Portugal concentrait également une variété impressionnante de produits alimentaires et artisanaux, la France avait recréé un “bistrot de pays”,

l’Autriche présentait une large gamme de produits écologiques, les responsables du stand de l’Allemagne faisaient déguster une “bière aux pommes” délicieusement innovante...

L’exposition LEADER reflétait bien une préoccupation essentielle de nombreux participants au colloque: communiquer son action de développement à partir d’un produit, d’un service, d’une réalisation concrète. C’est ainsi que la première journée du colloque (dimanche 9 novembre) a vu se tenir 33 “Points-Rencontres”, où, en petits groupes d’une vingtaine de personnes, les responsables de GAL purent présenter, le plus souvent objet à l’appui, une action qu’ils considéraient exemplaire de leur démarche.

Au cours de cette même journée, ont également été organisés six “Forums”, nom choisi pour désigner une série de mini-conférences présentant les spécificités de LEADER dans les différents Etats membres ainsi que l’action de plusieurs directions générales de la Commission européenne en faveur du développement rural. Il s’agissait de faire mieux connaître le contexte socio-économique, institutionnel et les modalités de la mise en œuvre de LEADER dans chacun des pays de l’Union et de mieux comprendre les diverses politiques communautaires intéressant le développement rural.

■ Présentation du GAL **Bayerwald** (Allemagne) au stand de l’Observatoire européen LEADER



Cyberespace rural”... actif



Faciliter le montage d'opérations de coopération transnationale entre territoires LEADER étant l'un des grands objectifs du colloque (*voir article correspondant*), un "Espace Coopération" occupait également toute une partie du Palais des Congrès. Plus de 300 bénéficiaires LEADER II ont ainsi pu rencontrer des partenaires potentiels et expliquer leur projet de coopération.

Quant aux quelques touristes, moins pressés ou plus curieux que les autres, qui ont osé entrouvrir la porte du Palais des Congrès, ils n'ont pas pu ne pas remarquer au centre du hall d'entrée le "Cyberespace rural", qui tout au long du colloque n'a pas cessé d'attirer du monde: 7 ordinateurs étaient à la disposition des participants souhaitant présenter leur site Web, consulter des banques de données, envoyer des messages ou simplement "surfer sur la toile" au départ du site "Rural

Europe" [*]. Jean-Charles Nadé, l'informaticien en charge du Cyberespace estime à environ 600 le nombre de personnes ayant profité de ce service au cours du colloque. <

[*] Adresse: <http://www.rural-europe.aeidl.be>

Dégustation de jambon ibérique
au stand LEADER espagnol



Coopération transnationale: la vitesse sup

Occasion unique de rencontrer en tête-à-tête quelque 800 bénéficiaires LEADER, le colloque a permis de véritablement lancer la dimension coopération transnationale de l'Initiative.



La coopération transnationale était un des trois grands objectifs du colloque. Rien de plus logique, puisque la mise en œuvre de LEADER étant aujourd'hui généralement bien avancée, de nombreux bénéficiaires ont atteint le stade où il peut être utile de se tourner vers le niveau transnational pour résoudre certains problèmes particuliers ou mieux valoriser certaines ressources locales spécifiques. Comme l'a indiqué le Commissaire Fischler dans son discours d'ouverture: *"souvent, ce n'est que grâce à une telle coopération que la masse critique nécessaire pour un projet peut être atteinte. La coopération n'est par conséquent pas un luxe, mais un élément important pour la réussite des projets LEADER."*

"Espace Coopération"

Un espace particulier – et très convivial – avait été mis en place pour aider les groupes à préciser les besoins de coopération de leur territoire, rechercher des partenaires pertinents et concevoir les actions à mener. Conçu comme un "guichet unique" de la coopération transnationale, l'"Espace Coopération" offrait notamment les services suivants:

- > entretiens individuels en sept langues avec des personnes-ressources pouvant aider à préciser les besoins

en coopération de l'intéressé;

- > identification de partenaires possibles à travers différentes banques de données, dont la base "Partenaire" contenant toutes les demandes parvenues à l'Observatoire européen LEADER préalablement au colloque.

33 "tables de discussion" rassemblant des responsables de groupes LEADER intéressés par des thèmes de coopération précis ont également été organisées dans des domaines tels que l'artisanat, le tourisme équestre ou culinaire, la valorisation des rivières ou encore la promotion de la châtaigne.

En tout, ce sont plus de 140 personnes qui ont participé à ces tables de discussion.

Précisions

La matinée du 11 novembre a, quant à elle, été entièrement consacrée à la coopération transnationale. Cette séance plénière a permis d'apporter une série de précisions qui devraient permettre aux projets de coopération de se dérouler le mieux possible. Laurent Van Depoele de la DG VI a ainsi clarifié la façon dont le Volet C de LEADER allait être mis en œuvre ainsi que les champs possibles de coopération: échanges de bonnes pratiques, transfert de savoir-faire et élaboration de projets communs, précisant également que *"les services de la Commission européenne seraient prêts à proposer un modèle de document commun de présentation de l'action de coopération transnationale, utilisable dans tous les Etats membres."*

Des précisions ont également été données sur l'assistance technique fournie par l'Observatoire européen LEADER et le nouveau guide méthodologique "Coopération transnationale entre territoires ruraux" a été commenté et distribué à tous les participants au colloque.

Exemples

Les six études de cas présentées au cours de cette plénière ont montré la grande variété de projets de coopération qui pouvaient être menés dans le cadre de LEADER: Seamus O'Reilly, de l'Université de Cork (Irlande) a présenté les "Antennes de Commercialisation Européennes", où 5 groupes LEADER cherchent à commercialiser en commun des produits de terroir dans plusieurs grandes villes européennes.

Gilberte Brémont, du GAL Préalpes Drômoises (Rhône-

Supérieure



Laurent Van Depoele,
Directeur du Développement rural (DG VI)

Alpes, France), a exposé la stratégie de “Via Mediterranea”, réseau de 10 zones méditerranéennes qui ont cherché à concevoir et à promouvoir ensemble des produits du tourisme rural.

David Haworth (GAL Argyll & the Islands, Ecosse, Royaume-Uni) a présenté le projet “The Saint’s Trail” (Le Chemin du Saint): son groupe et un GAL irlandais entreprennent la mise en place d’un itinéraire touristique basé sur les liens historiques existant entre les deux territoires, notamment deux abbayes fondées par Saint Colomba.

Antonio João Nunes-Realinho (GAL Raia Centro-Sul, Portugal) a décrit le réseau “A Raia / La Raia”: 5 associations de développement espagnoles et portugaises voisines mettent en œuvre une série d’actions transfrontalières communes.

Alva Carrasco Lera (GAL Montaña Palentina, Castille-Leon, Espagne) a décrit la démarche de 3 groupes LEADER d’Espagne, d’Allemagne et de France qui cherchent à implanter dans leurs zones respectives le “cyclorail”, dispositif permettant de rouler à bicyclette sur des voies ferrées désaffectées ou sous-utilisées.

Christian Ries, du GAL Clervaux-Vianden (Luxembourg), a conclu cette série d’exemples concrets en présentant le projet “ToolIT”: 3 groupes LEADER de Suède, d’Ecosse et du Luxembourg souhaitent développer une offre commune de services dans le domaine du télétravail.

Premier bilan

Plus de 300 personnes ont bénéficié de l’Espace Coopération. 183 entretiens individuels ont eu lieu et 144 personnes ont participé à l’une ou l’autre des tables de discussions thématiques. Le tout a permis de formaliser pas moins de 210 demandes de coopération, dont 125 ont été traitées sur place par l’Observatoire européen LEADER. Plus de la moitié de ces demandes concernent le transfert de savoir-faire entre bénéficiaires LEADER, 47 l’élaboration de produits en commun, 32 la mise en valeur conjointe d’un patrimoine commun. 9 visent la mise en commun de ressources humaines et/ou matérielles et 22 concernent différents types de projet.

Parmi les projets les plus fréquents, on peut citer la commercialisation collective de produits agro-alimentaires (création de marques communes par exemple), la valorisation des déchets de la sylviculture, le tourisme fluvial, la pêche sportive, le recyclage des anciennes voies ferrées, le patrimoine médiéval, la télématique et le développement d’outils multimédia. A noter que l’Espagne, l’Italie et la France sont les trois pays qui ont présenté le plus grand nombre de projets.

A en juger par le succès de son “Espace Coopération”, le colloque de Bruxelles va sans doute permettre à cette dimension essentielle de LEADER (plus de 100 millions d’ECU y sont consacrés au total dans le cadre du volet C) de passer à la vitesse supérieure. <

L’une des 33 tables thématiques consacrées à la coopération



Emploi, qualité de vie, démocratie locale, su

La méthode LEADER

Chacun des six ateliers thématiques du colloque a montré que la méthode LEADER, même si elle pouvait parfois “perturber” certaines pratiques institutionnelles, répondait plutôt adéquatement aux grands enjeux du monde rural.

Les 6 ateliers qui se sont tenus en parallèle au cours de l’après-midi du 10 novembre ont sans aucun doute constitué un moment fort du colloque. Six thèmes avaient été identifiés, correspondant à autant d’enjeux pour le monde rural et LEADER:

- > l’emploi (*atelier 1*), problématique majeure pour l’Europe étant donné la persistance d’un chômage très élevé;
- > la qualité de vie, l’environnement et les paysages (*atelier 2*), composantes essentielles du développement durable, qui cherche à concilier bien-être et viabilité

économique;

- > la démocratie locale, la participation et l’égalité des chances (*atelier 3*), défis – et acquis – très importants pour un programme comme LEADER, basé sur l’approche ascendante et partenariale du développement;
- > l’innovation (*atelier 4*), dimension fondamentale de LEADER, “planche de salut” pour la compétitivité des zones rurales;
- > la subsidiarité et le partage des responsabilités de mise en œuvre (*atelier 5*), enjeux déterminants pour la réussite de LEADER II et de la future Initiative communautaire;
- > la solidarité rurale, l’ouverture, la coopération et les réseaux (*atelier 6*), éléments clés de la “philosophie LEADER”, qui s’appuie sur le transfert d’expériences, de savoir-faire et de bonnes pratiques entre territoires ruraux.

Objectifs

Chaque atelier devait, en fonction de chaque thème et à partir de l’expérience des groupes LEADER,

- > dégager des propositions pouvant faciliter la recherche et la mise en œuvre de nouvelles voies dans le cadre de l’Agenda 2000;
 - > identifier les nouveaux enjeux auxquels une nouvelle Initiative de développement rural devra faire face;
 - > définir les appuis, procédures, cadres de travail, etc. indispensables pour mieux maîtriser au niveau local la problématique concernée.
- En plus de ces objectifs généraux, chaque atelier devait plus spécifiquement:
- > identifier les nouveaux enjeux et défis pour le thème concerné;
 - > examiner les méthodes spécifiques et les modalités de mise en œuvre de LEADER;
 - > analyser et évaluer les résultats de la méthode LEADER.

Un langage commun

Les textes qui suivent visent à rendre compte du contenu de chacun des ateliers. C’est un exercice toujours réducteur: il est en effet impossible de relater toute la richesse des débats et des échanges qui ont impliqué de nombreux intervenants (environ 200 participants par atelier) pendant plusieurs heures.



subsidiarité, innovation, réseaux...

LEADER dans tous ses états



Outre les points saillants figurant dans l'article correspondant à chaque atelier, il convient de noter certains éléments qui sont ressortis dans les six groupes de travail et qui fournissent un éclairage supplémentaire sur les réflexions du Colloque LEADER (certains ont été exprimés par Heino von Meyer, lors de sa synthèse des ateliers en séance plénière):

- > la diversité des zones rurales est si grande qu'elle en est parfois déroutante;
 - > pour répondre à chaque enjeu, il est nécessaire de renforcer les liens entre les différentes zones rurales;
 - > les défis de l'Europe rurale sont aussi les défis de l'Europe urbaine. Le développement rural n'est pas seulement l'affaire des ruraux: la qualité de la vie, de l'environnement, des paysages, le besoin d'espaces de loisirs, par exemple, correspondent également à une demande urbaine. Il importe que les citoyens prennent conscience de l'apport du monde rural à la société dans son ensemble;
 - > LEADER a contribué à créer une nouvelle vision de l'Europe rurale;
 - > LEADER a contribué à imposer un langage partagé et à surmonter l'isolement de chaque groupe pris individuellement;
- > LEADER "vulgarise l'Europe", valorise l'image de l'Union au niveau local;
 - > la méthode LEADER est souvent dérangeante et "*les GAL sont des animaux étranges*", pour reprendre la métaphore utilisée par deux intervenants;
 - > LEADER correspond à une approche "ascendante" du développement rural mais il ne faut pas oublier que c'est "le haut" qui l'a encouragée et devra encore l'encourager à l'avenir;
 - > LEADER est une politique extrêmement moderne car presque dépourvue d'argent, une "politique homéopathique". D'où l'importance d'être innovant, ne serait-ce que pour compenser le manque de moyens.

Emploi: un impact indirect

Au moment où l'Union européenne compte plus de 18 millions de chômeurs, l'emploi est une question clé qui conditionne évidemment aussi l'avenir du monde rural. L'atelier intitulé "Emploi et développement rural: la méthode LEADER" a cherché à évaluer l'impact de LEADER en termes de création ou de consolidation d'emplois et d'activités pour, dans un deuxième temps, déboucher sur des recommandations dans le cadre de la nouvelle Initiative communautaire.

Nouveaux gisements d'emploi

Les solutions au problème de l'emploi dans les zones rurales ne dépendent plus aujourd'hui des seules structures traditionnellement concernées par la question, à savoir les entreprises et les collectivités publiques: pour les premières, productivité et compétitivité réduisent les embauches possibles; quant au secteur public, la diminution des budgets entraîne partout des réductions de postes. Par contre, des besoins nouveaux apparaissent, ouvrant de nouvelles perspectives d'emplois.

Mais pour faire émerger ces nouveaux gisements d'emploi, une nouvelle approche est nécessaire, qui s'appuie sur des stratégies prenant en compte les ressources humaines locales ainsi que les atouts (ressources naturelles, aménités, etc.) et les contraintes propres à chaque territoire.

Carola Bell, responsable du GAL écossais Western Isles, Skye & Lochalsh, a montré comment LEADER avait appuyé la mise en place d'un centre de télétravail qui a créé jusqu'à maintenant une centaine d'emplois de qualité dans l'édition: *"les nouveaux emplois ruraux ne doivent pas forcément se tourner vers le passé mais vers le futur; ce doit être des emplois modernes, qui répondent aux*

■ Les secteurs traditionnels peuvent aussi créer des emplois: transformation de l'huile d'olive (*Préalpes Drômoises, France*)



besoins de la zone et aux attentes des habitants.” L’objectif premier de LEADER n’est pas la création directe d’emplois, mais en faisant du partenariat et de l’approche intégrée des axes essentiels de mise en œuvre, LEADER a ouvert des perspectives de solutions nouvelles en matière de travail: l’appui aux initiatives locales, la concertation entre partenaires sont devenus dans les zones LEADER les moyens privilégiés pour susciter et accompagner de nouvelles activités, permettant progressivement de consolider les emplois existants et de créer de nouvelles sources de revenus et d’occupation pour les populations rurales.

Micro-entreprises

LEADER a donc eu un effet indirect sur l’emploi et ce dans le cadre de projets souvent peu visés par les programmes classiques. *“Les porteurs des projets que nous soutenons, a déclaré Tommaso Marsano du GAL Capo Santa Maria di Leuca (Italie), sont avant tout des gens enthousiastes, animés par l’esprit d’entreprendre, qui n’avaient jusque-là jamais eu accès à des financements communautaires.”*

LEADER est centré sur les micro-entreprises et micro-activités qui, en conjuguant diverses formules d’organisation du travail (auto-emploi, travail à temps partiel, travail saisonnier), peuvent à la fois assurer une plus grande diversité et une plus grande stabilité de revenus à la population rurale: rappelons que les pluriactifs représentent près de la moitié des agriculteurs de l’Union.

La mission des partenaires LEADER est de déceler et mettre en valeur des ressources jusqu’à présent inexploitées, en termes d’identité et d’aménités par exemple. Il s’agit d’organiser l’offre et la demande de nouveaux produits et services, et de susciter ainsi la création d’activités viables sur le plan économique, se traduisant par des emplois et une meilleure qualité de vie pour les populations locales. La formation occupe évidemment une place déterminante dans cette démarche. Or, dans ce domaine aussi, les approches traditionnelles ont souvent montré leurs limites et de nouvelles modalités de formation-apprentissage doivent être inventées, d’autant plus, a insisté Michel Laine de la DG V, qu’il *“peut exister un fossé entre les compétences existantes et celles dont on a vraiment besoin, entre les compétences actuelles et celles qui seront nécessaires dans dix ans.”*

Liens

L’expérience LEADER montre que la création d’emplois en milieu rural est un travail de longue haleine, dont les résultats n’apparaissent que progressivement. Elle ne dépend pas uniquement d’appuis financiers: elle passe par des étapes d’information, de mobilisation des acteurs, de découverte d’atouts locaux spécifiques, d’aide à l’émergence de nouvelles idées, de mise en réseau des entrepreneurs, de concertations nouvelles entre secteurs public et privé, etc.

Citant l’exemple des Pactes territoriaux pour l’Emploi, Michel Laine note que *“la réussite de l’esprit d’entreprise dépend moins du contenu des mesures que des modalités de mise en œuvre proposées. (...) Il faut avant toute chose créer les liens indispensables entre les différents groupes de population pour arriver à une cohésion sociale qui contribuera à résoudre les problèmes d’emploi.”*

D’autres arguments plaident pour l’implication des différentes catégories de population: la diversification des activités rurales offre des perspectives nouvelles pour les femmes, par exemple. Traditionnellement, les activités liées à la production agricole relèvent plutôt des tâches assurées par l’agriculteur mais, dès que l’exploitation agricole se diversifie vers le tourisme rural ou la commercialisation de produits fermiers, par exemple, le rôle de la conjointe devient beaucoup plus important. Les questions touchant à l’égalité des chances, à l’insertion professionnelle des jeunes, etc. doivent faire l’objet d’interventions spécifiques.

A ce titre, LEADER fournit des services d’appui et d’accompagnement adaptés, crée des liens entre les acteurs et les secteurs, facilite les coopérations.

Les participants à l’atelier en concluent qu’il faut:

- > maintenir l’approche indirecte de LEADER à l’emploi, en encourageant la capacité d’entreprendre;
 - > conserver l’approche multisectorielle, indispensable à la diversification des activités;
 - > continuer à privilégier les investissements immatériels et les appuis financiers “légers”, qui sont complémentaires aux autres investissements et ont souvent plus d’effets multiplicateurs que les investissements lourds.
- <

Qualité de vie, environnement, paysages: concilier protection et valorisation



Qualité de vie en milieu rural: la mise en valeur de l'espace, du patrimoine et des paysages est essentielle

L'atelier consacré à l'environnement, à la qualité de la vie et aux paysages couvrait une multitude d'enjeux, puisque, comme l'a très bien démontré Ritva Partanen du GAL RaJuPussu (Finlande) en présentant le processus de développement en cours dans ce territoire éloigné et très peu peuplé: *"la qualité de la vie se décline aussi bien en termes de qualité de l'air, de l'eau, des paysages que de services répondant aux besoins de la population."*

Quatre éléments sont essentiels pour améliorer la qualité de la vie dans les territoires ruraux, aussi divers soient-ils:

- > le renforcement des liens sociaux;
- > la mise en valeur de l'espace, du patrimoine, des paysages;
- > l'accès à l'information, à la formation et à l'emploi;
- > la disponibilité des services locaux.

Développement durable

La question centrale est cependant la viabilité économique des zones rurales car *"même si la région est belle, les gens la quittent lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'activités économiques"*, constatait un participant.

L'enjeu ultime est le développement durable. Dépasant largement la simple préoccupation de protection de l'environnement, la durabilité est un concept qui englobe dans un processus dynamique l'efficacité économique, la cohésion sociale et le respect de l'intégrité de l'environnement, de la biodiversité et des paysages.

Concilier tous ces éléments n'est pas simple. Il s'agit en fait le plus souvent de rechercher un équilibre entre deux pôles apparemment contradictoires: *"nous sommes amenés à vendre les ressources naturelles pour les protéger"*, résume Reinhard Lechner du GAL Bregenzerwald (Autriche).

Les participants au groupe de travail ont insisté sur l'importance des actions de sensibilisation et de formation à l'environnement: *"la protection de l'environnement est encore trop souvent considérée par beaucoup comme une menace pour les activités économiques"*, témoigne Jacqui Cuff de la fondation ornithologique Birdlife International.

L'environnement comme levier

Beaucoup de groupes LEADER ont cependant contribué à transformer des conflits existants ou potentiels en synergies positives. Les exemples les plus évidents concernent les groupes d'action locale qui interviennent dans des zones protégées, qu'il s'agisse de parcs naturels nationaux ou régionaux ou de réserves de biosphère. Ces GAL réussissent à faire de la protection de l'environnement et de la restauration du patrimoine un atout et même un levier pour le développement du territoire concerné, en engageant celui-ci vers la transformation de produits fermiers ou artisanaux, vers le tourisme, etc., en créant même des métiers hautement qualifiés liés à la recherche et à l'évaluation environnementales. Ce sont autant de possibilités de *"mettre les activités économiques au service des populations et de limiter la fuite des cerveaux du monde rural"*, a affirmé un responsable de GAL aragonais (Espagne).

Depuis 1992, l'approche globale de LEADER a permis non seulement d'améliorer la gestion des ressources et la qualité des paysages mais la formation et la qualification des acteurs locaux concernés, débouchant sur des plans de développement très professionnels. Pour Christian Anz de la DG VI, *"LEADER a rendu les zones rurales multifonctionnelles et la philosophie LEADER devrait être transférée à d'autres programmes communautaires."*

Services

Plus généralement, LEADER participe au maintien de communautés rurales durables, en mettant en valeur les identités et cultures locales, en luttant contre l'exclusion et aussi en assurant un équilibre entre les savoir-faire, les opportunités et les besoins de toutes les catégories de population.

En ce qui concerne ces besoins, une question clé pour les participants à l'atelier concerne l'offre de services publics et privés ainsi que l'utilisation efficace des nouvelles technologies. *"Dans les zones isolées, les technologies modernes de communication sont fondamentales pour résorber l'isolement et maintenir la population sur le territoire"*, a fait remarquer le représentant du groupe South West Limerick (Irlande). Or, d'après les participants à l'atelier, il s'agit d'un secteur où LEADER n'a peut-être pas été assez présent. Dans ce domaine, il conviendrait de revoir les stratégies et les critères d'éligibilité au programme afin de profiter au mieux d'un

secteur qui recèle d'importantes possibilités d'emploi. Viser la vitalité des zones rurales, le renforcement des synergies et complémentarités entre acteurs locaux exige une sélection rigoureuse des actions à appuyer. Un autre équilibre est à trouver entre la nécessaire prise en compte des spécificités de chaque territoire et le caractère forcément général des politiques globales ayant des répercussions au niveau local.

Qualité

Les programmes d'innovation rurale LEADER ont apporté certaines réponses en termes d'ajustement et de diversification dans l'utilisation de l'espace, du paysage et des ressources naturelles. Il est néanmoins indispensable d'approfondir le rapport entre les politiques de développement et les politiques d'environnement, et de mieux intégrer la notion d'espace dans les activités soutenues par l'Initiative LEADER.

L'atelier a également proposé que l'on garde le caractère expérimental de LEADER: l'approche pilote du programme permet une grande souplesse d'intervention au service d'un objectif – le développement durable – aussi complexe qu'ambitieux.

Une autre conclusion, qui concerne l'ensemble de la méthode LEADER, touche la qualité: *"les critères de qualité élevés que l'on vise en matière d'environnement doivent être étendus à l'ensemble de notre action de développement"*, a déclaré un intervenant: *"qualité de l'animation, qualité du partenariat, qualité des projets, qualité des innovations, etc."* <

Démocratie locale, participation et égalité des chances

Contrairement aux deux ateliers

précédents, cet atelier concernait

davantage des moyens à mettre

en œuvre – démocratie, participation

locale, égalité des chances – que des

objectifs à atteindre – emploi, qualité

de vie, développement durable.

La participation des populations locales, la cohésion sociale et économique sont en effet des éléments clés pour un développement équilibré et durable dans le long terme. Pour Joan Asby, du GAL South Pembrokeshire (Royaume-Uni), *“un processus de développement qui n’impliquerait que les acteurs institutionnels et économiques locaux serait stérile. Il faut créer les conditions pour que le plus possible de gens, jeunes et vieux, hommes et femmes, se mobilisent et ce à tous les stades du processus.”*

Nouvelles attitudes

En faisant du partenariat le plus large possible une exigence pour la construction d’une stratégie commune de développement territorial, LEADER a eu une influence décisive sur le comportement des acteurs ruraux, qu’ils soient institutionnels ou privés. Par ailleurs, la mise en avant du rôle de l’animation a ouvert des espaces concrets de participation des différents acteurs locaux et impulsé la réalisation au niveau local d’une série d’activités d’information et de formation qui ont eu pour effet d’enrichir les perspectives de développement par la diversité des idées, des points de vue et des aspirations des différents acteurs locaux.

La plus-value de LEADER sur ce thème est difficilement quantifiable à court terme. Si l’assistance technique et financière peut être mesurée, le degré d’implication des populations locales, les nouvelles pratiques de partenariat, la perception renouvelée des “fractures sociales” dans les territoires concernés sont difficilement mesurables.

Tous ces éléments ont néanmoins constitué des instruments privilégiés pour contribuer à renforcer la démocratie locale et l’égalité des chances au niveau local.

Financement LEADER et travail bénévole: construction d'un centre polyvalent à Tollebeek (*Flevoland*, Pays-Bas)



Les territoires ruraux de l'Union européenne diffèrent sensiblement les uns des autres en termes d'organisation du tissu social, d'espaces d'expression des idées et de rapports entre institutions et citoyens. Constatant ces différences, les participants à l'atelier se sont également demandé *“quelle était la taille pertinente pour un territoire, si on veut que la démocratie fonctionne le mieux possible”* (Thomas Schaumberg, GAL Vogelsberg, Allemagne).

Cette diversité, qui est une des plus précieuses caractéristiques du milieu rural, exige des stratégies souples et peut conduire à certaines difficultés dans l'application des politiques européennes et dans la mise en œuvre de programmes tels que LEADER. Ainsi, pour certains territoires, il a été nécessaire d'initier le processus de développement en utilisant des méthodes d'animation tout-à-fait élémentaires étant donné le niveau de dépérissement du tissu socio-économique; ailleurs, l'animation a permis d'effectuer un saut qualitatif dans des activités déjà existantes. De même, dans certaines zones, les nouvelles pratiques introduites ont assez facilement créé des habitudes de travail en commun, alors que dans d'autres, les modes de pensée “sectoriels” restent encore dominants.

Nouvelles pratiques

Souvent, le partenariat LEADER a eu un impact positif dans les pratiques institutionnelles courantes: ainsi, la consultation des diverses parties intéressées, la concertation entre partenaires se sont progressivement intégrées à la gestion “normale” des projets. A présent, plusieurs groupes LEADER souhaitent bénéficier d'une plus grande autonomie dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement local et désirent avoir une meilleure emprise sur les décisions externes pouvant affecter leur territoire.

Ces processus réclament de nouveaux modes de concertation et de collaboration entre acteurs locaux. En témoignant de l'expérience du GAL Ouest-Aveyron (Midi-Pyrénées, France) et de la réflexion du réseau français “Sol et Civilisation”, Raymond Lacombe voit quatre dimensions au renouvellement des pratiques locales: *“un renouveau de l'organisation des territoires (réactivation de la notion de ‘pays’), de nouvelles pratiques de partenariats et de réseaux (création de groupes de travail rassemblant une diversité d'acteurs), des processus adaptés de prise de décision (associant équipe d'animation, financeurs et GAL) et la réhabilitation de la formule du ‘contrat’ entre administrations et acteurs du territoire (...). La relation n'est plus hiérarchique ou de quémandeur à donateur, mais égalitaire. Là aussi se situe l'enjeu démocratique.”*

Démocratie, participation et égalité des chances impliquent notamment une meilleure prise en compte des nouvelles formes d'exclusion, des insuffisances en termes d'accès aux ressources et opportunités. Les programmes LEADER ont contribué à un début de rééquilibrage, soit au niveau territorial soit envers des groupes de population défavorisés. Il est cependant indispensable d'approfondir ce rapport entre politiques de développement et enrichissement des pratiques démocratiques, tout en y intégrant la notion d'égalité des chances dans la participation aux activités appuyées par l'Initiative LEADER

L'atelier a conclu que LEADER avait déclenché une nouvelle conception du “rural”. L'Initiative a provoqué une réelle dynamique d'animation et une mobilisation, y compris parmi les populations ou groupes de population qui avaient renoncé à prendre part au développement, voire même à reconnaître l'existence d'opportunités sur leur territoire.

LEADER a permis de créer de nouvelles relations entre les différentes catégories de population locale, entre les secteurs public, privé et associatif, et entre les différentes administrations.

Guichet unique

En ce qui concerne la future Initiative communautaire, il est impératif d'assurer et de maintenir une souplesse afin d'optimiser au niveau local la participation de toutes et de tous. A ce titre, l'atelier préconise l'octroi d'une subvention globale, même si la formule pose souvent des problèmes d'application. Il importe de clarifier ce dispositif, de vérifier sa compatibilité avec les règles et procédures administratives nationales et régionales en particulier, car dans certaines régions, ce qui devait assurer plus de simplicité dans la mise en œuvre de LEADER a plutôt compliqué les choses.

Beaucoup d'intervenants ont également plaidé pour la formule du “guichet unique” qui, en canalisant les différents flux financiers à l'échelon local, n'impose qu'un seul ensemble de règles et évite aux groupes locaux de devoir négocier avec trois Fonds européens différents, rédiger trois rapports en conséquence, etc. <

Subsidiarité et responsabilité. Quelle articulation entre les différents niveaux?

**Cet atelier, auquel ont participé
nombre de représentants d’institutions
et d’administrations nationales et
régionales, portait sur la subsidiarité
et le “partenariat vertical”.**

**Il s’agissait de réfléchir sur le niveau
de responsabilité – local, régional,
national, européen – adéquat pour
maximiser l’“effet LEADER”.**

Pouvoirs

On constate d’abord que tout dépend du partage des pouvoirs et de la tradition administrative des différents pays. Sans parler des différences souvent très grandes entre les terminologies et concepts utilisés. D’où la difficulté de parvenir à des conclusions définitives au terme de l’atelier.

Considéré quelquefois comme une menace par les autorités d’un niveau supérieur, LEADER a été confronté à des rigidités et à des insuffisances institutionnelles. *“La culture du développement local est mal perçue par les interlocuteurs financiers et administratifs. LEADER perd de sa crédibilité du fait de sa gestion administrative”,* déplore un responsable de GAL français.

Des retards ont souvent été constatés: le Carrefour de Basse-Saxe constate ainsi que les durées d’instruction d’un dossier peuvent durer jusqu’à trois ans. Or *“entre-temps, les objectifs du projet auront évolué et la demande d’allocation initiale risque de ne plus répondre à cette évolution.”*

De même, il faudrait trouver le juste équilibre entre les impératifs de la mise en œuvre des projets au niveau local et les contraintes propres à toute gestion de fonds publics aux niveaux régional, national et/ou européen.

Les groupes LEADER font souvent face à des incohérences de la part de ces différents niveaux. Or, s’il est déjà difficile au niveau européen, par exemple, de coordonner l’intervention des trois Fonds structurels, comment s’attendre à ce que les groupes locaux y parviennent? Chaque niveau a donc besoin d’améliorer ses pratiques de gestion. *“Les gens savent ce qu’ils veulent.”*

“C’est à nous d’identifier les synergies entre les différents fonds publics,” a déclaré pour sa part Anthony Leddy, du GAL Cavan-Monaghan (Irlande), à propos des responsabilités du niveau local.

Modèle

“Dérangeante” pour certaines institutions, la méthode LEADER n’a cependant pas rencontré qu’indifférence ou opposition. Elle a parfois au contraire fait des émules: José Emilio Guerrero, représentant de l’Andalousie, a mis l’accent sur le fait que LEADER présentait un potentiel considérable en terme d’articulation sociale. S’inspirant de la méthode LEADER, l’Andalousie élabore actuellement des “plans stratégiques territoriaux” basés sur la mobilisation de la population. Quant à Mikael Lindau, de l’Agence suédoise pour le développement rural (GBV), il a notamment insisté sur le caractère réformateur de l’Initiative au niveau national: en Suède, une réforme est en cours de discussion, qui pourrait, à terme, consacrer l’approche multisectorielle dans toutes les interventions publiques en faveur du développement et de l’aménagement du territoire.

Pour Michel Cadot, de la Direction à l’Aménagement du territoire (DATAR, France) LEADER est avant tout une “méthode importante”. Et de suggérer certaines orientations pour l’avenir: *“renforcer la démarche ascendante par des actions de ‘territorialisation’ de l’emploi notamment et par la simplification des contraintes administratives (...) favoriser le développement rural dans le contexte de l’aménagement du territoire (...) conserver le caractère pilote de LEADER.”*

Cohérence

Pour Jean-Charles Leygues, de la direction générale “Politique régionale et Cohésion” (DG XVI), le local n’est pas la panacée. Selon lui, il faut un partage plus clair des responsabilités et une méthode de travail plus cohérente en fonction de l’échelle territoriale pertinente. Il importe aussi de situer LEADER dans une approche intégrée du territoire, ce qui pose la question de la relation entre le rural et l’urbain. De même, il faudrait mieux identifier les complémentarités avec la programmation: *“quelle influence a LEADER sur les outils de programmation et vice-versa?”* A cet égard, Jean-Charles Leygues a indiqué que la DG XVI était en train d’examiner de nouvelles procédures basées sur le principe du remboursement plutôt que sur le principe de l’avance.

Wim van Gelder, du Comité des Régions, a quant à lui indiqué qu’il était souhaitable d’élargir les politiques rurales à l’ensemble des zones rurales, au-delà de la typologie des Fonds structurels: *“le laboratoire d’expériences que constitue LEADER devrait ainsi pouvoir être mis en œuvre dans toutes les régions d’Europe.”*

Simplification

Pour Laurent Van Depoele (DG VI), trois mots clés devraient inspirer l'élaboration de la future Initiative communautaire: "clarté", "simplification", "souplesse". La question de la subsidiarité ne peut être déléguée au seul niveau local. Il faut identifier le niveau le plus approprié, en fonction des tâches à accomplir: la planification doit se faire au niveau le plus bas, au plus proche du terrain. *"Quant à la programmation, clarifions la démarche", a-t-il déclaré; "à partir d'une 'photographie' de la zone, il s'agit de définir des objectifs et une stratégie. Le rôle de la Commission n'est pas de créer une programmation ex nihilo, mais de mettre en cohérence cette programmation sur l'ensemble du territoire de l'Union".* Selon Laurent Van Depoele, il faut par ailleurs simplifier les niveaux d'intervention. En ce qui concerne l'implication des acteurs, LEADER est une responsabilité partagée: il faut donc clarifier les partenariats, ce qui pose la question du partage des pouvoirs. *"La grande question soulevée par l'Agenda 2000 pour l'avenir concerne la convergence entre une agriculture multisectorielle et le développement rural."*

L'atelier a finalement débouché sur plusieurs recommandations. Il importe d'établir un partage des responsabilités qui:

- > assure la participation locale;
- > améliore la cohérence et la complémentarité entre LEADER et les grandes politiques structurelles de financement;
- > mette en œuvre une stratégie territoriale de développement d'un genre nouveau, qui dépasse les conflits entre le local et le régional, entre le rural et l'agricole (*"LEADER a soulevé beaucoup de suspicion parmi les acteurs traditionnels du monde rural, notamment les agriculteurs"*, s'était plaint un intervenant d'Extrémadure). Toutes les parties doivent reconnaître les avantages mutuels qu'elles peuvent en retirer. Aucune n'est opposée dans l'absolu: "rural" ne veut dire ni anti-urbain ni anti-agricole. Les solutions d'avenir dépendront d'un juste équilibre entre des intérêts parfois divergents et la poursuite d'objectifs communs en faveur du développement. Les chartes de qualité, les "Chartes de Pays" françaises et d'autres dispositifs de ce type sont déjà des exemples de cette démarche. <

Laurent Van Depoele (Commission européenne), Anthony Leddy (LEADER Cavan-Monaghan, Irlande), Mikael Lindau (Agence suédoise pour le développement rural) et Jose Emilio Guerrero (Gouvernement d'Andalousie, Espagne)



Rapprocher innovation technologique et innovation territoriale

“LEADER est un engrais très concentré.” Josef

Mayerhofer de l’agence de développement autrichienne Waldviertel Management a utilisé une longue métaphore agricole pour décrire l’importance de l’animation, de la prise en compte de la durée et de la démarche “étape par étape” dans le processus de développement.

L’atelier consacré aux “stratégies différenciées d’innovation” a dès le départ insisté sur le fait que l’innovation rurale est d’abord un processus, depuis la nécessité de pouvoir compter sur un “groupe porteur d’un projet et porteur d’une vision” (Fritz Wittemann, GAL Oberes Altmühltal-Mittelfranken, Allemagne), jusqu’à la “récolte” et la mise en marché de produits et services novateurs.

Globalité

A partir de l’exemple de la valorisation du saumon de rivière entreprise dans sa zone du Haut-Allier (France), Jean-Marc Schlick a souligné la dimension globale de l’innovation en milieu rural: *“l’innovation apparaît déjà dans les objectifs du projet. C’est la globalité de celui-ci, l’ensemble des actions transversales concourant à sa réalisation qui sera innovant, même si aucune action prise individuellement n’est en soi novatrice.”*

A l’instar d’autres intervenants, il a également fait remarquer que l’innovation est une source de difficultés (on se heurte au corporatisme, par exemple), qu’elle exige une prise de risques et une responsabilisation des acteurs à toutes les phases du processus.

L’innovation a souvent aussi un effet d’entraînement dans des domaines apparemment éloignés de son objet premier: *“une action innovante peut être un excellent moyen de “vulgariser l’Europe”; notre projet transnational “Ecorail” (l’utilisation d’anciennes voies ferrées pour fins de randonnées cyclistes), conduit avec des partenaires espagnols et allemands, a débouché dans les villages sur toute une série de projets culturels et festifs entre les trois pays.”*

Une innovation technologique au service des loisirs: le “cyclorail” mis au point dans la zone LEADER **Montaña Palentina** (Espagne)



RDT et LEADER

Après avoir analysé l'innovation comme processus, les participants à l'atelier ont réfléchi aux liens et apparentes contradictions existant ou pouvant exister entre innovation territoriale et innovation d'entreprise. Philippe Galiay de la DG XII ("Recherche scientifique") a notamment comparé l'approche du "1^{er} Plan pour l'innovation en Europe" publié par la Commission européenne et l'approche de LEADER: *"pour le Plan, la source de l'innovation est le marché, alors que pour LEADER, c'est l'individu, l'acteur local... Dans le premier cas, les méthodes d'analyse sont économétriques, dans le second elles sont sociologiques. Les solutions recherchées sont également différentes: pour le Plan, elles sont macro-économiques, pour LEADER, elles sont "micro", à l'échelle de l'homme."*

Mais les deux approches ne sont contradictoires qu'en apparence: pour pouvoir être compétitives et tout en pouvant les combiner avec les savoir-faire locaux, les zones rurales doivent aussi avoir recours à la recherche et au développement technologiques (RDT). De fait, il existe donc de fortes complémentarités entre l'innovation territoriale et la recherche technologique, qui peuvent même se conjuguer en termes d'appui financier. Comme l'ont souligné plusieurs intervenants, il serait souhaitable que des fonds européens de recherche puissent plus fréquemment s'ajouter au fonds LEADER.

Le débat entre RDT et innovation territoriale a été alimenté par le responsable du GAL Sierra de Béjar y Sierra de Francia, Angel de Prado Herrera, qui a montré comment dans cette zone très défavorisée d'Espagne le problème du traitement des déchets de l'huile d'olive avait été résolu, grâce à la collaboration du groupe LEADER et de l'Université de Valladolid: *"on a réglé rapidement un problème que de grandes sociétés multinationales n'avaient pas encore réussi à résoudre. Nous sommes même à présent détenteurs d'un brevet mondial pour un système d'épuration et de valorisation des déchets."*

Ce témoignage a permis à Jacques Burtin, de l'unité Recherche de la DG VI, de faire remarquer que *"les zones rurales sont parfaitement en mesure d'innover, y compris les zones les plus défavorisées."* Et d'ajouter: *"l'innovation en milieu rural est une innovation sociale, organisationnelle, partenariale. C'est le territoire dans son ensemble qui va engendrer l'innovation et le développement. N'opposons pas l'innovation rurale et l'innovation "classique", technologique... Il ne faut pas non plus "faire de l'innovation pour faire de l'innovation"; toute innovation doit être finalisée, viser un but précis."*

Selon Jacques Burtin, les questions à se poser sont justement: *"comment articuler le dispositif innovatif technologique et le dispositif LEADER? Comment la prochaine Initiative communautaire peut-elle être améliorée pour faciliter l'innovation rurale? Comment mieux prendre en compte la prise de risques dans les instruments d'appui à l'innovation, qui constitue la "carte de visite" de LEADER, sa valeur ajoutée essentielle?"*

"Epicerie fine de l'innovation"

"L'innovation découle de l'association entre le génie local et les savoir-faire codifiés", a conclu le rapporteur, Gilda Farrell de l'Observatoire européen LEADER. "Comment rapprocher la RDT du terrain, en particulier dans les territoires les plus défavorisés? On constate que les producteurs locaux trouvent rapidement des solutions là où les structures de RDT sont proches du milieu rural, comme en Italie du Nord par exemple... De même, certains problèmes techniques transversaux ne pourraient-ils pas être pris en charge par un niveau supérieur au local, de façon à éviter une dispersion des fonds? Je sais par exemple que plusieurs groupes LEADER mènent séparément une recherche sur l'huile d'olive..."

La nouvelle Initiative communautaire devrait donc permettre de créer des "pools d'expertise" au service de plusieurs territoires pour résoudre les problèmes transversaux et/ou spécifiques au contexte local, tout en augmentant la valeur ajoutée des ressources disponibles.

Le mot de la fin revient cependant à Eric Andrieu du GAL Pays Cathare (France) qui, plaçant également pour *"l'innovation dans les procédures d'appui", a déclaré: "le Commissaire Fischler a parlé ce matin de 'LEADER, supermarché de l'innovation', je dirais plutôt que ce que nous devons chercher à faire, c'est une 'épicerie fine de l'innovation'."*

Solidarité rurale, ouverture et coopération: renforcer le(s) réseau(x) LEADER et l'(les)

En plus de l'approche locale et intégrée, la solidarité entre territoires ruraux et la participation active à des réseaux locaux, régionaux, nationaux et transnationaux de développement rural sont autant de dimensions qui ont fait de LEADER un programme d'avant-garde.

Grâce aux outils qu'il met à disposition (publications, réseau électronique, séminaires, etc.), LEADER a permis aux acteurs ruraux de consolider des pratiques d'ouverture et de coopération et ce formidable mouvement de transfert de savoir-faire, souvent informel et peu visible, a largement contribué au succès de l'Initiative communautaire de développement rural.

Coopération

Véritable antidote au localisme, à l'"esprit de clocher", la coopération permet aux groupes LEADER de découvrir l'intérêt de leur diversité, tout en se créant des références communes et un langage commun, à leur tour générateurs de nouveaux liens de solidarité.

Il s'agit d'un atout majeur pour un développement rural durable. La coopération permet également d'atteindre des échelles pertinentes pour chaque problématique de

développement. Elle conduit souvent aussi à une harmonisation des stratégies entre territoires voisins. Elle est à la base des économies de réseaux, permettant d'élargir les gammes de produits, d'atteindre de nouveaux marchés, d'articuler des savoir-faire complémentaires, de faciliter les transferts de technologies et de mettre en place des complémentarités entre des approches différentes du développement. Elle tisse des liens entre acteurs de territoires différents, confrontés à des problématiques similaires. L'atelier a cependant signalé certaines difficultés.

Le manque d'expérience de travail en réseau en est une: Carmen Furelos Gateiro (Portodemouros, Espagne) a montré comment, grâce à un réseau local construit à partir du programme Pauvreté, ce GAL s'était ouvert à d'autres projets mais avait eu du mal à gérer un nombre excessif d'acteurs. Elle suggère de créer au niveau national un "réseau d'animateurs de projets".

La proximité des zones LEADER peut paradoxalement être source de difficultés: pour Paolo Tola, de l'institut de formation FORMEZ (Sardaigne, Italie), *"les projets de coopération au niveau régional sont indispensables mais il faut trouver un équilibre entre solidarité, coopération... et concurrence entre GAL."*

Un autre intervenant italien, Nerino Galerani, du GAL Antico Frignano, regrette le manque de procédures contractuelles et d'instruments juridiques permettant de formaliser les coopérations transnationales (*"quelle valeur légale nos lettres d'intention ont-elles?"*) et a indiqué qu'à cet égard, la Commission européenne pouvait apporter une plus-value importante.

■ *Un réseau, c'est aussi l'occasion d'échanger dans la convivialité*



élargir à l'Est

On note aussi dans certains pays la coexistence entre les associations informelles de GAL et les unités nationales d'animation du réseau LEADER. *"Il existe en fait différents types de réseaux – institutionnels, associatifs, informels – aux fonctions différentes",* a expliqué Maurizio Giannini, président d'Assoleader, association de GAL italiens, et animateur de l'atelier. *"Ces réseaux sont le plus souvent complémentaires. Il y a notamment une complémentarité forte entre les associations informelles de groupes d'action locale et les unités nationales d'animation du réseau LEADER."*

Elargissement

La solidarité avec d'autres territoires ouvre également des perspectives d'extension de l'approche locale et intégrée du développement rural vers des territoires extérieurs à l'Union européenne. Ainsi, LEADER constitue certainement un outil à privilégier pour la phase transitoire d'intégration des pays visés par l'élargissement de l'Union. L'Initiative touche en effet des éléments essentiels mis en avant dans l'Agenda 2000: droit des citoyens, démocratie, respect des minorités, reconstitution d'un tissu social, création d'espaces de concertation (partenariats), recherche d'échelles pertinentes pour la gestion du développement, compétitivité économique des territoires ruraux par la diversification des activités et l'intégration entre les secteurs.

Wojciedch Magnowski a présenté le programme de stages que la Région de Rzeszow en Pologne a réalisé avec les groupes LEADER Rota do Guadiana (Portugal) et Pays Cathare (France) dans le cadre du programme ECOS-OUVERTURE: un certain nombre de stagiaires polonais ont suivi pendant cinq mois une formation à la fois théorique et pratique en développement rural. Le programme a notamment débouché sur l'élaboration d'un plan d'action locale, démarche à laquelle ont participé les habitants de la zone de Rzeszow. *"La méthode LEADER est bien adaptée à nos besoins et nous l'appliquons également dans le centre de formation que nous avons créé avec des partenaires slovaques et hongrois",* a précisé Wojciedch Magnowski. David Machado, du GAL Rota do Guadiana, a affirmé que, réciproquement, l'expérience avait eu un effet dynamisant pour la zone portugaise. Paulette Salles (GAL Pays Cathare) reconnaît elle aussi les aspects positifs du projet mais note que *"la collaboration avec les pays d'Europe orientale pose des problèmes spécifiques, notamment en termes de préparation, de coordination et de suivi, ce qui suppose une méthodologie adaptée."*

Matthieu Wyatt, de la DG I, voit dans LEADER des complémentarités avec le programme PHARE: il s'agit de renforcer la stratégie pour l'adhésion en créant des "partenariats d'adhésion", soit des coopérations entre groupes locaux de l'Union et des pays tiers, qui renforceraient les programmes nationaux d'adhésion (aide à la mise en place d'institutions, aide aux entreprises et aux infrastructures clés). *"Il n'existe pas de "PHARE rural" comme tel, a précisé Matthieu Wyatt, mais une assistance concentrée sur la réalisation des conditions de l'adhésion: mise aux normes européennes des abattoirs, laiteries et autres entreprises rurales concernées."* La présence d'un programme comme LEADER serait donc tout-à-fait appropriée.

Médiation

Si la démarche LEADER est en soi porteuse de coopération et de solidarité entre les territoires, l'expérience prouve que la mise en œuvre de liens de coopération ne se fait pas spontanément: elle est le produit d'une volonté affichée, impliquant souvent des années d'effort et la mise à disposition d'instruments financiers adéquats. Ceci pose le problème de la médiation (information, mise en réseau, assistance technique), indispensable pour maximiser les fruits de la démarche de coopération. "L'évaluation de LEADER I met en évidence la nécessité du réseau, qui permet un apprentissage de GAL à GAL, ainsi que le grand intérêt d'une structure d'animation", a précisé Doriane Givord de la DG VI.

Tout en soulignant le besoin de règles du jeu et de formules contractuelles plus claires en matière de coopération, l'atelier a abouti aux conclusions suivantes:

- > il faut définir un cadre opérationnel de façon à pouvoir "transférer LEADER à l'Est" (Samuel Thirion, agence INDE, Portugal);
- > une structure de médiation et d'animation de réseau, telle l'Observatoire européen LEADER, est très importante pour faciliter la coopération entre territoires ruraux;
- > la future Initiative communautaire devrait prévoir des moyens financiers pour soutenir les associations informelles de bénéficiaires LEADER, qui à l'instar des associations de consommateurs, jouent également un rôle de médiation;
- > un renforcement du réseau LEADER est nécessaire, de façon à ce qu'il réponde encore mieux aux besoins des GAL et des administrations (amélioration des possibilités de transfert de savoir-faire, de formation au développement rural, d'assistance technique; accompagnement des actions de coopération entre GAL, etc.);
- > enrichir l'Initiative LEADER en la conjuguant, en fonction des besoins, avec d'autres programmes européens. <

800 LEADERs s'exp

Après avoir présenté la synthèse des 6 ateliers du colloque lors de la dernière séance plénière du 11 novembre 1997, Heino von Meyer a conclu son intervention par un texte qui a valeur de déclaration.



PAR HEINO VON MEYER

Directeur de PRO RURAL EUROPE, agence de recherche et de conseil pour le développement et l'environnement rural, Heino von Meyer est expert auprès de l'Observatoire européen LEADER.

Etant donné la diversité de l'Europe rurale, il est impossible de bien résumer la richesse des débats qui ont eu lieu au cours de ce colloque dont le sous-titre était "800 leaders s'expriment". Je crois que l'on peut cependant dégager 6 éléments essentiels que devrait prendre en compte la nouvelle Initiative de développement rural. Le programme LEADER doit:

- > être poursuivi et renforcé,
- > couvrir toute l'Europe rurale,
- > s'attacher à la qualité,
- > privilégier l'approche multisectorielle,
- > bénéficier de procédures simples et souples,
- > se concentrer tout particulièrement sur la mise en réseau et le renforcement des compétences locales.

Ces éléments, qui, au fil du temps, ont fait la valeur ajoutée de l'approche LEADER, devraient également être intégrés dans la conception générale de la politique rurale européenne. Ceci semble particulièrement important au moment où se prépare l'élargissement de l'Union. Prenant exemple sur l'approche LEADER, les politiques de développement rural et de cohésion en général devraient être vues comme permettant le renforcement de la démocratie locale et l'intégration européenne.

1- L'Initiative LEADER doit être poursuivie et renforcée

Venant des participants à ce colloque, ceci ne constitue guère une surprise! Plus sérieusement, il ne s'agit pas de continuer LEADER parce que cela convient aux groupes LEADER, mais de poursuivre cette Initiative tout simplement parce qu'elle est un succès.

Pourquoi vouloir interrompre un programme européen qui bénéficie d'une image très positive au niveau local, alors que d'autres mesures européennes, la Politique agricole commune ou certaines interventions des Fonds structurels par exemple, sont souvent – à tort ou à raison – critiquées voire impopulaires? Pourquoi vouloir interrompre un programme européen qui a enraciné l'idée européenne au niveau local, fait que les gens se sentent de plus en plus européens? Souvenons-nous que LEADER I concernait 11 millions de ruraux et que LEADER II en concerne aujourd'hui 40 millions.

La continuité est un élément crucial. Sans elle, l'Europe perdrait sa crédibilité et la confiance de ses citoyens. On assisterait à un découragement massif de la part des acteurs locaux, beaucoup venant à peine de commencer

primement

à s'engager dans des procédures européennes. LEADER vise un changement des mentalités. Cela prend du temps, pas seulement cinq ou six ans. Avec LEADER, l'Union européenne a enclenché un processus à long terme, qu'il serait tout-à-fait néfaste d'interrompre.

Beaucoup de programmes nationaux et de réseaux européens ne s'en relèveraient pas. Arrêter l'Initiative LEADER reviendrait en quelque sorte à détruire une infrastructure nouvellement construite, une nouvelle autoroute ou un nouveau pont réalisé avec la contribution des Fonds structurels.

Assurer une transition douce entre LEADER II et la nouvelle Initiative communautaire pour la période 2000-2006 est également crucial. Cette nouvelle Initiative doit être conçue sur les principes fondamentaux de LEADER, soit une approche locale, ascendante, intégrée, multisectorielle, territoriale, participative, partenariale

et axée sur l'innovation.

Cependant, il ne suffit pas de poursuivre simplement LEADER. LEADER est une réussite qui doit être renforcée. LEADER doit mieux fonctionner. Davantage de financements doivent être alloués aux projets locaux de développement rural, de nouveaux champs d'intervention doivent être ouverts. Pourquoi une Initiative communautaire de développement rural ne devrait recevoir qu'un tiers des 5% du budget des Fonds structurels actuellement envisagés pour les trois nouvelles Initiatives?



2 - L'Initiative LEADER doit couvrir toute l'Europe rurale

La nouvelle politique de développement rural couvrira l'ensemble du territoire de l'Union. Et LEADER doit se conformer à cette orientation. Ce point, sur lequel portait expressément le colloque, a été abondamment débattu dans les ateliers.

Je ne pense pas me tromper en disant que les participants au colloque approuvent l'approche préconisée par la Conférence de Cork de novembre 1996 et qui n'entre pas en contradiction avec le besoin essentiel de renforcer la cohésion entre les régions d'Europe. La déclaration de Cork affirmait clairement que la politique de développement rural devait *"s'appliquer à toutes les zones rurales de l'Union, en respectant le principe de concentration au moyen d'une différenciation du cofinancement au profit des zones dont les besoins sont plus importants."*

LEADER, avec ses ressources financières modestes, n'est pas capable de résorber les disparités régionales à travers la redistribution de fonds. LEADER n'est pas un programme de compensation mais vise à stimuler l'utilisation efficace et novatrice des potentialités rurales. Or si les initiatives de développement rural situées dans les zones éligibles à l'actuel Objectif 5b ne peuvent plus participer à LEADER, le Réseau européen du Développement rural risque de disparaître et, avec lui, tout un flux de transfert d'information, d'expérience, de savoir-faire et de renforcement des compétences.

*"Espace Coopération":
des projets transnationaux en construction*



Soyons très clairs: étendre LEADER à l'ensemble des zones rurales de l'Union ne signifie pas "saupoudrer" l'argent sur l'ensemble du territoire rural de l'Union. Nous ne sommes pas contre une concentration des fonds. Comme par le passé, on devrait pouvoir continuer à moduler les taux de cofinancement en fonction des besoins, sans oublier qu'il existe beaucoup d'autres façons de concentrer les interventions là où c'est nécessaire.

3 - L'Initiative LEADER doit s'attacher à la qualité

La nouvelle Initiative communautaire de développement rural devrait plus que jamais s'attacher à intégrer les plus hauts standards de qualité: qualité du programme de développement (en termes d'intégration et d'innovation, par exemple), qualité du partenariat, etc.

C'est également la qualité qui devrait avoir préséance en matière d'environnement. A ce titre, on pourrait par exemple privilégier les groupes ou projets situés dans des zones de grande valeur naturelle, telles que celles qui participent au réseau Natura 2000 issu de la Directive Habitat.

De toute évidence, ces standards ne peuvent pas toujours correspondre aux standards européens de qualité de façon absolue: le contexte local, les conditions de départ des différents groupes doivent être pris en considération. Il faut toujours laisser la porte ouverte aux nouveaux venus. Evitons de créer une "oligarchie LEADER".

Personnellement, je propose que l'on mette sur pied un concours européen du "LEADER de l'année". Son jury serait principalement composé de représentants de GAL. Un tel concours lancerait un véritable débat sur la définition de critères d'excellence pour les groupes et activités LEADER, première étape vers une auto-évaluation du réseau LEADER.

4 - L'Initiative LEADER doit privilégier l'approche multisectorielle

L'approche multisectorielle est au cœur de l'Initiative LEADER. L'intégration des secteurs est indispensable si l'on veut que le développement rural soit réellement durable. Il va sans dire que la nouvelle Initiative communautaire devrait concerner et concilier les dimensions économiques, sociales et environnementales de toutes les activités rurales. Il s'agit d'un point essentiel, mais je crains que la nouvelle politique rurale – notamment hors des zones d'Objectif 1 – soit mise en œuvre davantage en fonction de considérations budgétaires qui entravent l'intégration, qu'en fonction d'un objectif de développement rural. Ce sont les budgets qui doivent suivre les politiques et non l'inverse.



5 - L'Initiative LEADER doit bénéficier de procédures simples et souples

La simplification, une plus grande souplesse et flexibilité des procédures sont aujourd'hui une préoccupation clé des groupes d'action locale. Il convient d'y répondre dès maintenant en ce qui concerne LEADER II. Les leçons de LEADER I et II doivent être prises en compte pour LEADER III. La subvention globale était à l'origine conçue pour permettre plus de souplesse de gestion, ce qui n'a pas toujours été le cas. Il importe de rendre opérationnelle cette formule de subvention globale aux groupes locaux et la gestion pluriannuelle des financements.

Il faudrait mettre en place des "guichets uniques", permettant de centraliser les fonds européens destinés au même groupe d'action locale. De même, devraient exister un seul interlocuteur administratif et un seul ensemble de règles et procédures pour les GAL.

6 - L'Initiative LEADER doit se concentrer tout particulièrement sur la mise en réseau et le renforcement des compétences locales

C'est le réseau qui rend le programme LEADER vraiment européen. Il s'agit d'un élément central de la construction d'une identité rurale européenne dans toute sa diversité. Les réseaux contribuent à dépasser le localisme, ils assurent et renforcent l'ouverture et la solidarité.

Le Réseau LEADER – et je ne fais pas seulement référence au site Internet "Rural Europe" – donne à l'Europe rurale une visibilité mondiale. Il a un effet "boule de neige" en tissant des liens qui permettent de constamment améliorer les échanges d'information.

Or, une nouvelle Initiative communautaire devrait précisément améliorer les possibilités de transfert de savoir-faire, d'appui à la formation spécifique des acteurs locaux et des administrations. Plus d'attention devrait être accordée à la mise en place et à l'accompagnement d'actions de coopération entre GAL. Ce qui veut dire également que des fonds adéquats devraient être prévus au niveau européen.

La création d'un "pool d'expertise" et d'une équipe spécifique pour l'assistance technique et organisationnelle apparaît d'autant plus important si l'on veut prendre en compte les besoins des pays concernés par l'élargissement de l'Union européenne.

Il est également essentiel que la nouvelle Initiative prévoie un dispositif d'évaluation et de suivi: les traditionnelles méthodes d'évaluation externe, "venant du haut", ne sont pas forcément adaptées à l'approche LEADER. Des mécanismes d'auto-évaluation pourraient être mis en place à travers le réseau des groupes LEADER, qui veillerait de lui-même à garantir de hauts niveaux de qualité. Pourquoi même ne pas envisager que les GAL déjà existants s'impliquent de façon plus active dans le repérage et le processus de sélection des nouveaux groupes?

Ouvrir le laboratoire

Le Commissaire Fischler considère, à juste titre, que LEADER est un laboratoire pour le développement rural. La future Initiative communautaire devra continuer à explorer de nouvelles voies et encourager les innovations. Mais je pense qu'il est temps aussi de quitter le laboratoire: les réussites de l'expérience LEADER devraient devenir des composantes intégrales de la politique générale en faveur du monde rural ainsi que de l'intervention des Fonds structurels. LEADER devrait nous aider à être plus courageux dans la promotion du développement de l'Europe rurale. La politique globale a également besoin de s'appuyer sur l'animation et la participation locales, sur un diagnostic local et une planification moderne, sur une approche intégrée et multisectorielle, sur le principe d'une subvention globale allouée à des groupes locaux, sur l'importance de l'immatériel et des "petits" projets, sur un renforcement des réseaux de partage d'expériences.

En bref, nous devons passer du laboratoire au supermarché ou plutôt, pour utiliser une image plus conforme à l'esprit LEADER, passer du laboratoire à l'épicerie fine! J'espère avoir identifié certains repères utiles qui baliseront la prochaine étape de notre chemin vers une Europe rurale élargie et prospère.<

Pour une nouvelle Initiative pour le développement rural

Discours de clôture de M. Franz Fischler, membre de la Commission européenne, chargé de l'Agriculture et du Développement rural.

Les trois jours du colloque s'achèvent: trois jours consacrés à faire connaissance et à découvrir la diversité des territoires ruraux de l'Union européenne, des jours de discussions et de travail intense, des jours de bilan et d'échanges sur l'avenir. Je regrette beaucoup de ne pas avoir été en mesure d'assister à l'ensemble du colloque pour profiter pleinement de l'expertise ici rassemblée, mais je pense que toutes les raisons sont réunies pour nous permettre d'être fiers de cette richesse en idées et projets.

800 groupes LEADER ont pris position. Ce n'est donc pas simple de résumer les multiples expériences et propositions. Permettez-moi cependant de tirer quelques premières conclusions de ce colloque. Selon moi, trois messages décisifs en ressortent:

1. Nous avons besoin d'une nouvelle Initiative communautaire pour le développement rural.
2. Nous devons augmenter l'efficacité et la transparence par une simplification des procédures.
3. Pour réaliser la nouvelle Initiative communautaire, nous devons approfondir les approches LEADER existantes.

1 - Nous avons besoin d'une nouvelle Initiative communautaire pour le développement rural

L'analyse de la situation des régions rurales de l'Union européenne telle que réalisée dans le document de travail sur le développement rural, les conclusions du

Forum sur la cohésion et, tout particulièrement, de la conférence de Cork, ont souligné la nécessité d'une politique efficace et durable pour le développement rural. L'Agenda 2000 a donné de premières indications pour une telle réorientation.

Une politique renforcée de développement rural nécessite non seulement des programmes régionaux convaincants mais aussi des impulsions supplémentaires pour le développement dans le cadre d'une nouvelle Initiative communautaire.

La principale conclusion de ce colloque et selon moi la plus importante, est que nous avons besoin d'une Initiative communautaire pour le développement rural au-delà de l'année 1999.

Dans ce contexte, il n'est pas important pour moi de savoir comment la nouvelle Initiative communautaire va s'appeler. Ce qui est décisif pour moi n'est pas l'emballage mais le contenu. Et concernant le contenu, il y avait durant cette conférence beaucoup d'indications précieuses. Une nouvelle Initiative communautaire devrait reprendre et poursuivre les éléments essentiels de LEADER I et LEADER II.

Nous ne pouvons atteindre un développement durable des espaces ruraux que si nous réussissons à mobiliser la population sur place. **La nouvelle Initiative communautaire doit exactement commencer ici et soutenir, comme jusqu'à présent, les groupes locaux.**



Initiative communautaire du monde rural

L'exploitation des ressources locales, la participation de la population, l'encouragement d'initiatives privées, le renforcement du partenariat local, sont pour moi des conditions préalables au succès.

Cependant on ne dispose pas d'une solution universelle pour organiser l'approche "bottom-up". Chaque Etat membre, chaque région a ses propres expériences sur base desquelles on peut développer une approche optimale. L'impact doit cependant rester le même dans toutes les régions: le partenariat local et l'approche "bottom-up" renforcent la démocratie au niveau local. LEADER a démontré qu'il ne s'agit pas pour nous de présenter aux citoyennes et citoyens "un ragoût" européen mais qu'il est important pour nous de conserver et de développer les particularités et spécialités régionales. Si nous encourageons par une Initiative communautaire l'identification des gens avec leur propre région natale, alors nous aurons aussi leur adhésion à l'Europe. Précisément parce que nous voulons à l'avenir une politique pour l'espace rural réaménagée, nous avons besoin aussi de la possibilité d'expérimenter et d'essayer de nouvelles idées pour le développement rural. **La nouvelle Initiative communautaire doit garder son caractère de "laboratoire".** Cela veut dire que la réaction chimique entre les acteurs doit se produire. Nous devons oser produire de nouvelles liaisons, et il doit être possible qu'une expérience puisse parfois rater. Nous devons cependant organiser notre laboratoire d'une telle façon que nous ne réalisions pas la même expérience x fois à des endroits différents.

La nouvelle Initiative communautaire doit aussi continuer à encourager les vraies innovations. Elle doit permettre de réaliser des projets qui ne peuvent pas, ou pas encore, être financés par les programmes des Fonds structurels ou la politique de développement rural. Des investissements dits "souples" devraient dans ce domaine être prioritaires par rapport aux investissements classiques dits "durs" dans le cadre de l'Initiative communautaire.

Pour que les régions rurales puissent également tirer profit des idées, du potentiel d'innovation et de l'enthousiasme d'autres régions rurales, nous avons besoin aussi dans le futur d'un réseau pour les groupes d'action locale. Je souhaite que l'échange d'expériences, l'apprentissage mutuel, ainsi que les possibilités de coopération ne puissent subir un échec à cause de barrières linguistiques et territoriales ou bien à cause d'une délimitation des régions éligibles. **Nous avons besoin aussi dans le futur d'un réseau européen tonique pour les groupes locaux.** L'importance de ce réseau pour la solidarité entre les espaces ruraux a été démontrée encore ce matin lors de l'appel au soutien des victimes du tremblement de terre en Italie. Je voudrais

m'associer à cet appel et exprimer ma solidarité aux victimes des catastrophes naturelles en Italie, au Portugal et en Espagne.

Le principe LEADER a une importance particulière pour les pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'Union. La mobilisation de la population rurale, l'exercice de processus de décisions démocratiques au niveau local vont contribuer à consolider le processus de transformation politique et économique.

Je me réjouis donc tout particulièrement que dans le groupe de travail 6 on ait fait état d'un projet commun de deux groupes LEADER avec un groupe polonais. Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) montrent un grand intérêt pour la philosophie LEADER. Nous devons prendre au sérieux cet intérêt et nous pouvons répondre à cet intérêt et ouvrir nos réseaux aux groupes locaux de ces pays.

La coopération transnationale est selon moi une vitrine pour les possibilités de développement de l'Europe rurale. Elle ne sert pas seulement à préparer et réaliser des projets communs mais elle offre aussi la possibilité de promouvoir la progression de l'Europe au niveau local. Nous avons aussi besoin de cet élément dans la nouvelle Initiative communautaire.

2- Plus de transparence et d'impact grâce à la simplification

LEADER II est depuis longtemps sorti de l'enfance. Du fait des nouvelles dimensions de ce programme, de nouvelles difficultés se sont également produites que nous devons résoudre. Nous devons également considérer ces expériences comme partie du processus d'apprentissage inhérent à LEADER

Vu la diversité des espaces ruraux au sein de l'Union et des conditions de départ très différentes, il est tout à fait naturel qu'une politique de développement rural doive reposer sur le principe de subsidiarité. Ceci est vrai aussi pour la nouvelle Initiative communautaire. Pour son succès, il sera très important d'impliquer tous les niveaux concernés. On a dit hier dans le groupe de travail 5 "*on ne doit pas être dans une situation où chacun fait tout*": la subsidiarité implique que les tâches soient clairement définies et qu'on soit prêt à tous les niveaux à assumer les responsabilités correspondantes. Je suis convaincu que les Etats membres trouveront des solutions à l'intérieur de leur cadre constitutionnel et juridique pour garantir une telle répartition des responsabilités.

La simplification des procédures de gestion est pour moi un thème tout à fait crucial pour la motivation des citoyens et pour assurer le succès de notre politique. Nous avons reçu pendant ces derniers jours beaucoup

de suggestions sur les moyens d'améliorer la transparence et l'efficacité de notre soutien. Toutes ces propositions ne peuvent pas directement être mises en œuvre mais nous prenons toutes ces idées au sérieux et nous profiterons de l'occasion de la réforme des Fonds structurels et de la PAC pour rendre la politique de l'Union également plus compréhensible. Je crois que ce qu'il nous faut, ce sont des règles claires qui doivent être établies déjà dès le début de la nouvelle période d'application.

Dans le contexte de la réforme des Fonds structurels il est proposé de faciliter la mise en œuvre financière des programmes par des avances ainsi que par un système de remboursement des dépenses. Au cours du colloque, le désir a plusieurs fois été formulé que ce système d'avance soit également introduit dans la nouvelle Initiative communautaire. J'estime que c'est une bonne idée pour simplifier et accélérer les procédures. L'Initiative communautaire pourrait être un bon test pour cette innovation organisationnelle.

3 - Pour réaliser la nouvelle Initiative communautaire, nous devons approfondir les principes actuels de LEADER

Du fait du nouvel agencement de la politique de développement rural, telle que proposée dans l'Agenda 2000, aucun territoire rural ne doit à l'avenir être exclu de la politique de développement rural. Toutes les régions rurales doivent avoir la possibilité d'établir leur propre stratégie de développement. Je crois que nous avons trouvé, avec nos propositions, la meilleure voie pour promouvoir en même temps l'adaptation des structures agricoles et le développement rural durable, car une agriculture compétitive a besoin d'un environnement compétitif, elle a besoin d'espaces ruraux vivants. Mesdames et Messieurs, vous avez au début de cette séance exprimé le souhait qu'à l'avenir toutes les régions rurales puissent profiter de l'idée LEADER. Je ne peux que m'associer à ce souhait. Le problème ne se pose bien sûr pas pour les régions des nouveaux Objectifs 1 et 2. Mais cela a également un sens, justement parce que nous n'avons qu'une politique de développement rural sur l'ensemble du territoire de l'Union, de soutenir la possibilité de tester des idées nouvelles, d'échanger des expériences en dehors des zones couvertes par un Objectif. Pourquoi tous les territoires ruraux ne pourraient-ils pas, dans le cadre de l'Initiative communautaire renouée, avoir la possibilité de se saisir du concept LEADER? Je vais discuter avec mes collègues de la Commission et dans le Conseil, afin qu'à l'avenir ces possibilités s'offrent à nous dans toutes les régions rurales de l'Union.

Naturellement cela ne veut pas dire que la mise en place d'une nouvelle Initiative communautaire de développement rural doit conduire à un saupoudrage des crédits. Cela ne serait utile à personne. La nouvelle Initiative communautaire doit beaucoup plus agir de façon ciblée pour permettre aux jeunes pousses du développement rural de prendre racine.

Pour réaliser la nouvelle Initiative communautaire en faveur du monde rural, nous devons en outre garder trois aspects présents à l'esprit:

- a. **Le choix des groupes éligibles doit être conditionné à des critères stricts pour qu'on puisse garantir une base financière suffisante aux projets sélectionnés.**
- b. **Nous devons aussi réfléchir sur des points thématiques principaux.** Il y a eu beaucoup de suggestions intéressantes durant cette conférence. Le groupe de travail 1, par exemple, a constaté que LEADER a fourni une contribution importante pour l'amélioration de la situation de l'emploi dans les régions rurales. Nous devons réfléchir à la contribution qu'une nouvelle Initiative communautaire peut apporter dans ce domaine.
- c. **Un autre aspect est l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement dans les régions rurales.**

La qualité de vie dans les régions rurales est de plus en plus déterminée par l'offre en matière de services. Le groupe de travail 2 a dans ce contexte constaté que, sans services dans les campagnes, il ne sera pratiquement pas possible de maintenir la population dans les régions rurales. Comme pour l'engagement des moyens LEADER, il y a aussi une masse critique dans le milieu rural pour l'offre des services sous laquelle on ne peut pas descendre.

Ce ne sont que des exemples de thèmes principaux pour lesquels une nouvelle Initiative communautaire peut offrir une valeur ajoutée par rapport aux programmes classiques.

Mesdames et Messieurs, alors que le Colloque LEADER s'achève, je tiens à vous remercier tous d'avoir pris le temps de nous faire part de vos expériences dans le cadre de LEADER, et de dessiner une première esquisse d'une nouvelle Initiative communautaire en faveur du développement des territoires ruraux. J'espère également que vous avez pu utiliser largement les possibilités de ce colloque pour établir de nouveaux contacts et approfondir les contacts déjà existants.

Je souhaiterais remercier non seulement les présidents et les intervenants des sessions plénières, mais également tous ceux qui ont participé activement aux ateliers, aux forums et aux expositions ainsi que les groupes LEADER qui nous ont adressé leur position par écrit avant le colloque. Tous ont contribué au succès de ce colloque. Mes remerciements s'adressent plus spécialement à tous ceux qui ont assuré en coulisse le déroulement sans difficultés de cet événement impressionnant déjà quantitativement.

Sans les collaboratrices et collaborateurs de l'Observatoire européen LEADER et de la Commission européenne et, ne l'oublions pas, sans l'aide des interprètes, cet événement n'aurait pu avoir lieu.

Je vous souhaite à tous la poursuite du succès dans votre travail, et vous dis au revoir avec une nouvelle Initiative pour l'espace rural.

Bruxelles, 11 novembre 1997.

Séminaires LEADER [RAPPEL]

L'Observatoire européen LEADER organise d'ici avril 1998 une série de 3 séminaires. Chacune de ces rencontres se déroule dans une zone dont le GAL dispose d'une expérience pertinente pour le thème traité. Les programme, langues et lieu définitifs sont disponibles 2 mois avant la date de déroulement de l'activité (Contact: Observatoire européen LEADER, Unité "Organisation").

- > "Elaborer des produits touristiques autour de la randonnée"
Dates: 25-29 mars 1998. Langues: italien/allemand/anglais.
Lieu: GAL Appennino Piacentino, Parme (Emilie-Romagne, Italie).
- > "Des indicateurs pour suivre et évaluer le programme LEADER"
Dates: 4-8 mars 1998. Langues: anglais/français/espagnol.
Lieu: Galashiels, Scottish Borders (Ecosse, Royaume-Uni).
N.B.: ce séminaire est surtout destiné aux administrations nationales et régionales.

Nouvelles publications LEADER II

- > "Coopération transnationale entre territoires ruraux"
Conçu comme un "itinéraire" et présenté sous forme de fiches, ce guide méthodologique facilite l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet de coopération transnationale dans le cadre de LEADER II. (Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).
- > "Innovation et développement rural"
Ce dossier vise d'abord à mettre en perspective, voire "démystifier" le concept d'"innovation" appliqué aux territoires ruraux, pour ensuite analyser les conditions d'émergence, le processus et les diverses caractéristiques d'une action innovante de développement. (Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

Publications LEADER II [RAPPEL]

- > Répertoire "Actions communautaires et développement rural" (Prix: 1 800 BEF TTC / environ 45 ECU).
- > Répertoire "Actions innovantes de développement rural" (Prix: 1 800 BEF TTC / environ 45 ECU).
- > "Evaluer le potentiel touristique d'un territoire" (guide méthodologique). (Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).
- > "L'organisation collective d'une filière pour la valorisation locale des ressources agricoles: l'exemple de la transformation fromagère" ["Innovation en milieu

- > Carte LEADER II
De format 140 X 100 cm, cette carte permet de localiser les territoires LEADER répertoriés en date du 01/10/1997. A noter que ce document est accompagné de la liste des bénéficiaires LEADER II correspondants ainsi que de leurs coordonnées. (Prix: 700 BEF TTC / environ 18 ECU; exemplaire supplémentaire envoyé à la même adresse: 200 BEF TTC / environ 5 ECU).

- rural" - Cahier n°1]. (Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).
- > "Organiser le partenariat local" ["Innovation en milieu rural" - Cahier n°2]. (Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).
- > Affiche LEADER II (Prix: 700 BEF TTC / environ 18 ECU; affiche supplémentaire envoyée à la même adresse: 200 BEF TTC / environ 5 ECU).

RENSEIGNEMENTS:

OBSERVATOIRE
EUROPÉEN LEADER
Chaussée Saint-Pierre 260
B-1040 Bruxelles
Tél.: +32.2.736 49 60
Fax: +32.2.736 04 34

E-Mail:
leader@aaidl.be

World Wide Web:
http://www.rural-europe.aaidl.be

Répartition des bénéficiaires LEADER II [DÉCEMBRE 1997] [1]

ETAT MEMBRE	GROUPE D'ACTION LOCALE (GAL)	AUTRES ACTEURS COLLECTIFS	BÉNÉFICIAIRES LEADER II (12/1997)
Belgique [2]	-	-	-
Autriche	31	9	40
Danemark	12	-	12
Allemagne	123	18	141
Espagne	135	-	135
Finlande	22	-	22
France [3]	136	-	136
Grèce	40	1	41
Irlande	34	2	36
Italie [3]	119	7	126
Luxembourg	2	-	2
Pays-Bas	4	-	4
Portugal	44	-	44
Suède	12	-	12
Royaume-Uni	61	9	70
TOTAL	775	46	821

[1] Données basées sur les informations dont disposait l'Observatoire européen LEADER au 15/12/1997
[2] Sélection en cours
[3] Sélection des bénéficiaires locaux non encore terminée

"Rural Europe": LEADER en ligne et en 6 langues
Les publications (LEADER Magazine, INFO-LEADER, les dossiers techniques, etc.), le programme des activités, la liste mise à jour de tous les bénéficiaires LEADER approuvés, ainsi que différentes banques de données sont consultables en ligne et en 6 langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien et portugais) sur l'Internet. Plusieurs forums sont également ouverts.

www.rural-europe.aaidl.be

Nom: LEADER

("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale")

Type de programme: Initiative communautaire

Territoires concernés: régions de l'Objectif 1 (en retard de développement), zones de l'Objectif 5b (zones rurales fragiles) et zones de l'Objectif 6 (zones nordiques à très faible densité de population) de l'Union européenne. 10% des crédits alloués aux zones 5b peuvent toutefois être affectés à des territoires limitrophes non éligibles.

Objectifs: dans la continuité de LEADER I (1991-1994), LEADER II vise à :

- > encourager les initiatives locales de développement rural exemplaires;
- > soutenir des opérations innovantes, démonstratives et transférables illustrant les nouvelles voies que peut emprunter le développement rural;
- > multiplier les échanges d'expériences et le transfert de savoir-faire;
- > appuyer des projets de coopération transnationale émanant des acteurs locaux des zones rurales et traduisant leur solidarité.

Bénéficiaires: LEADER II apporte son concours financier à deux catégories de bénéficiaires:

- > en premier lieu, les "groupes d'action locale", réunissant des partenaires publics et privés, qui établissent en commun une stratégie et des mesures novatrices pour le développement d'un territoire rural de dimension locale (moins de 100 000 habitants);
- > d'autres acteurs collectifs publics ou privés du milieu rural (collectivités locales, chambres consulaires, coopératives, associations, etc.) à la condition que leur action, plus thématique, s'inscrive dans une logique de développement au niveau d'un territoire local.

Type de mesures: acquisition de compétences en matière de développement rural, programmes d'innovation rurale (formation professionnelle, tourisme rural, soutien aux petites entreprises, valorisation des productions agricoles, sylvicoles et de la pêche locale, amélioration de l'environnement et du cadre de vie, etc.), coopération transnationale.

Les différentes composantes de LEADER II s'articulent autour d'un "Réseau européen du Développement rural" permettant une large diffusion (séminaires, échanges, publications) des actions innovantes entreprises en faveur du monde rural et facilitant les coopérations transnationales. Ce réseau est animé par l'"Observatoire européen LEADER".

Durée du programme: 6 ans (1994-1999)

Dotation de source communautaire: environ 1 755 millions d'ECU (dont plus de 1 000 millions pour les régions de l'Objectif 1) financés par les trois Fonds structurels.



**Observatoire
européen LEADER**



**Commission européenne
DG VI Agriculture**

LEADER magazine est la revue trimestrielle du programme de développement rural LEADER II. - **LEADER** ("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale") est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par sa Direction Générale de l'Agriculture (unité VI-F.1.1) - Le contenu de LEADER Magazine ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions de l'Union européenne - **Direction de la rédaction:** A.E.I.D.L./ Observatoire européen LEADER - **Editeur responsable:** William Van Dingenen, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - **Journalisme:** Jean-Luc Janot - **Ont collaboré à ce numéro:** Yves Champetier, Gilda Farrell, Heino von Meyer - **Photos:** groupes LEADER, François Point, Snapshot - **Photo de couverture:** Alain Dereymaeker (Snapshot) - **Responsable de la production:** Christine Charlier - **Conception graphique:** Kaligram - Imprimé en Belgique sur papier blanchi sans chlore - **LEADER magazine** est publié dans les onze langues de l'Union européenne et tiré à 30 000 exemplaires - **Renseignements:** **LEADER magazine**, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Tél.: +32-2 736 49 60 - Fax: +32-2 736 04 34 - E-Mail: leader@aeidl.be - WWW: <http://www.rural-europe.aeidl.be>